



| PERPIGNAN |

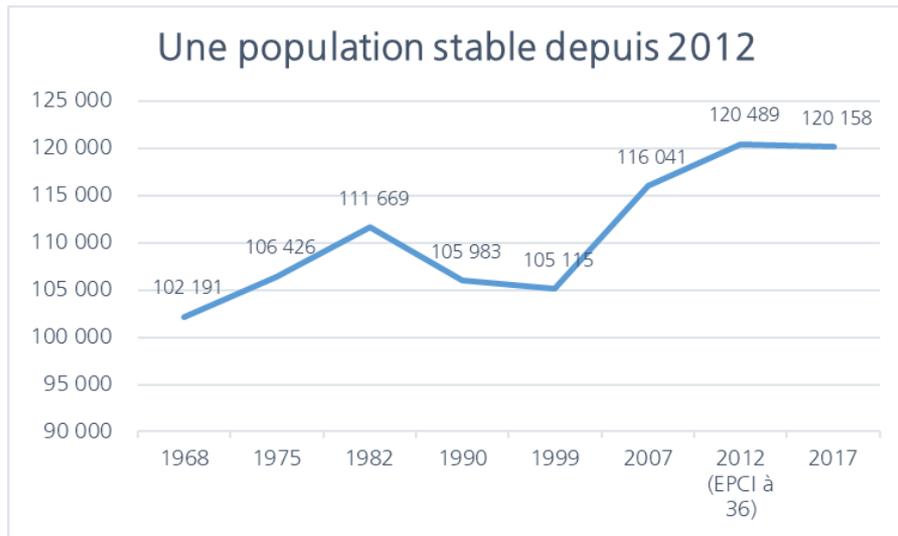
AUDIT FINANCIER : RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE

30 MARS 2021



CONTEXTE

- Perpignan est Ville-centre de 120 000 habitants, membre de la Communauté urbaine Perpignan Méditerranée
 - La population est stable depuis 2012
- La Ville se caractérise par la présence
 - de neuf quartiers prioritaires dans le cadre de la politique de la Ville représentant 27% de la population
 - Dont 1 d'intérêt national et 3 d'intérêt régional
 - d'un dispositif quartier ancien dégradé autour de la gare



	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012 (EPCI à 36)	2017
Population de la Ville	102 191	106 426	111 669	105 983	105 115	116 041	120 489	120 158
Population de l'EPCI					221 648	246 608	259 261	268 005
<i>Part dans l'EPCI</i>					<i>47%</i>	<i>47%</i>	<i>46%</i>	<i>45%</i>

- Le revenu imposable par habitant moyen est de 11 183 € (la moyenne des communes de plus de 10 000 habitants s'établit à 15 825 €).



OBJECTIFS DE LA MISSION

- ⊗ DONNER DES CLEFS DE LECTURE LUCIDES À L'EXÉCUTIF AFIN DE LUI ASSURER UNE PRISE EN MAIN DES FORCES ET FAIBLESSES DES SITUATIONS HÉRITÉES, DE LUI PERMETTRE DE LES INFLÉCHIR, ET D'AMORCER AU PLUS VITE LE DÉPLOIEMENT D'UN PROGRAMME, AU TRAVERS D'ARBITRAGES STRUCTURELS DÉPLOYÉS À JUSTE TEMPS DURANT LE MANDAT

Rétrospective
financière : vue
d'ensemble

Prospective 2021-
2026 : intégration
d'une
programmation
pluriannuelle

Définition de la
trajectoire financière
de la Ville

+ Audit de la Régie du Palais des Congrès et du Parc des Expositions
mené en parallèle

I | ANALYSE DES GRANDS ÉQUILIBRES

- ANALYSE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

- Tient compte de l'ensemble des mouvements comptables de l'exercice et reportés
 - Réels = décaissements ou encaissements effectifs sur la trésorerie de la Ville
 - D'ordre = correspond aux dotations aux amortissements, aux reprises de subventions
 - Ces écritures conditionnent les résultats budgétaires de chaque section et l'équilibre des sections
- L'analyse budgétaire est nécessaire pour apprécier l'équilibre réel et la présence d'un déficit.



- ANALYSE FINANCIÈRE

- Tient compte des seuls mouvements réels sur l'exercice
- Permet de définir l'**autofinancement dégagé** et la viabilité financière de la Ville
- Les excédents ou déficits reportés sont retraités afin de pouvoir évaluer les ratios de gestion habituels sur une année
- L'analyse financière permet d'apprécier la santé financière de la Ville



ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES

I | ANALYSE DES GRANDS ÉQUILIBRES



RAPPEL DES PRINCIPES APPLICABLES

ACTE DE PRÉVISION

✓ Equilibre réel du budget primitif

- Equilibre global, équilibre par section, couverture de l'annuité de dette par des recettes propres, sincérité des prévisions
 - Art. L1612-4 CGCT : Le budget de la collectivité territoriale est **en équilibre réel** lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées **en équilibre**, les recettes et les dépenses ayant été **évaluées de façon sincère**, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

ACTE D'EXÉCUTION

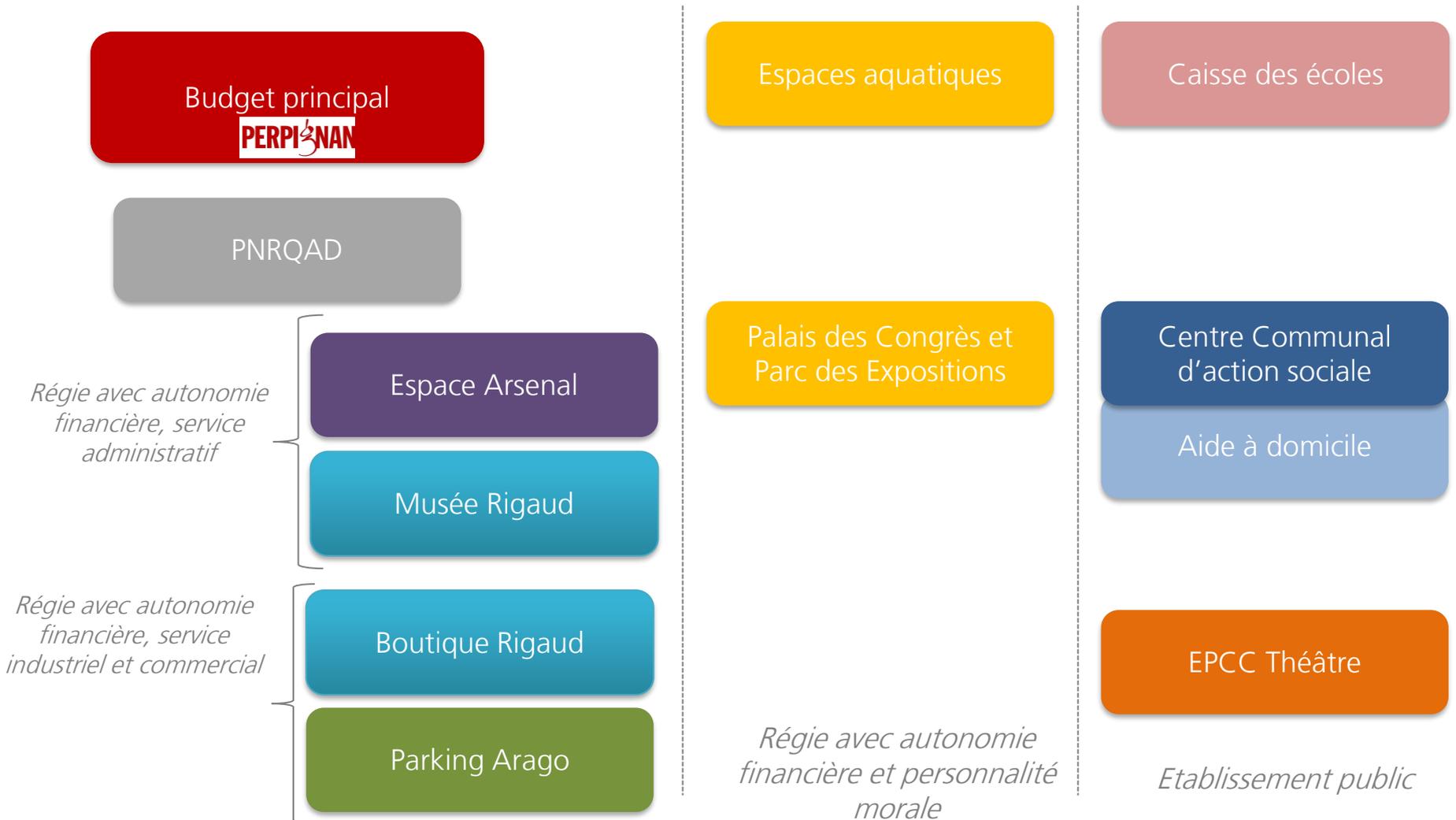
✓ Interdiction de déficit cumulé du compte administratif

- Déficit apprécié par la consolidation de l'ensemble des résultats budgétaires, toutes sections confondues, et tous budgets confondus pour une même collectivité
 - Art. L1612-14 CGCT : Lorsque l'arrêté des comptes des collectivités territoriales fait apparaître dans l'exécution du budget, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 10 % des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 % dans les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat, propose à la collectivité territoriale les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai d'un mois à compter de cette saisine.



ORGANISATION BUDGÉTAIRE : VILLE & SATELLITES PUBLICS

- Au cours du dernier mandat, la Ville a procédé à la réintégration de plusieurs budgets annexes au sein du budget principal.





UNE AMÉLIORATION DES SOLDES D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

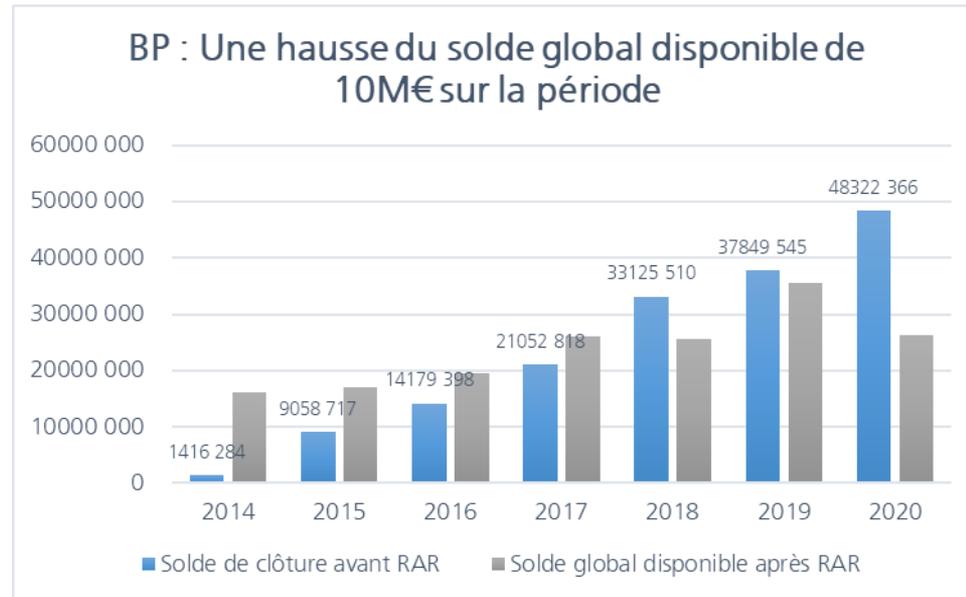
- L'exécution budgétaire au cours du mandat 2014-2020 se traduit par :
 - Un doublement du résultat de fonctionnement 2020 par rapport à celui 2014
 - La hausse du report de fonctionnement
 - L'allocation des excédents de fonctionnement à l'investissement, pour un montant de 139 768 000 € sur la période (résultant du cumul du 1068)
 - Un report d'investissement déficitaire en atténuation sur la période,
 - Un solde des restes à réaliser négatif à compter de 2018, avec une attention particulière pour l'exercice 2020, notamment lié à l'absence d'inscription d'emprunt en recettes et à l'évolution de méthode concernant la comptabilisation des ventes foncières (intégrées auparavant en RAR recettes, elles sont, à présent, inscrites au BP directement)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
RÉSULTATS D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE (AVANT RAR)							
Résultat de fonctionnement de l'année en cours	15 970 451	17 617 599	20 504 132	23 184 673	26 837 352	28 911 312	30 807 264
Report de fonctionnement	15 688 291	14 658 750	16 963 059	20 503 419	24 989 910	25 420 086	24 104 398
Solde global - fonctionnement	31 658 741	32 276 349	37 467 190	43 688 093	51 827 262	54 331 398	54 911 662
Résultat d'investissement de l'année en cours	-4 794 066	7 024 826	-112 867	645 183	3 883 690	5 914 102	9 892 557
Report d'investissement	-25 448 391	-30 242 457	-23 174 925	-23 280 458	-22 585 441	-22 395 955	-16 481 853
Solde global - investissement	-30 242 457	-23 217 632	-23 287 793	-22 635 275	-18 701 751	-16 481 853	-6 589 296
SOLDE GLOBAL DE CLÔTURE (AVANT RESTES À RÉALISER)	1 416 284	9 058 717	14 179 398	21 052 818	33 125 510	37 849 545	48 322 366
Restes à réaliser - recettes	44 008 983	41 466 044	48 493 207	48 203 590	40 658 674	53 639 258	35 557 233
Restes à réaliser - dépenses	29 287 669	33 551 416	43 090 220	43 199 305	48 272 995	56 043 544	57 626 563
SOLDE DES RESTES A REALISER	14 721 314	7 914 627	5 402 987	5 004 285	-7 614 321	-2 404 286	-22 069 330
SOLDE GLOBAL DISPONIBLE (APRÈS RESTES À RÉALISER)	16 137 598	16 973 345	19 582 384	26 057 103	25 511 189	35 445 259	26 253 036



UNE APPRÉCIATION CONSOLIDÉE INTÉGRANT LES BUDGETS ANNEXES

- Tous budgets confondus, le solde de clôture à fin 2020 s'établit à 47,5M€
 - Le résultat du BP est notamment impacté par le résultat déficitaire du budget PNRQAD.
- Les résultats des budgets annexes Abattoirs, ZAC du Foulon, et PRI Saint-Mathieu ont été réintégrés au sein du budget principal sans poursuite de l'activité afférente.
- Les activités associées aux Immeubles commerciaux sont à présent suivies sur le budget principal et retracées en annexe.



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Budget principal	1 416 284	9 058 717	14 179 398	21 053 605	33 125 510	37 849 545	48 322 366
ZAC du Foulon	-582 230	-807 556	-853 713	-895 813	-3 422 890		
PNRQAD	-35 474	-391 650	68 590	-66 086	-78 590	-1 425 130	-1 173 175
PRI Saint-Mathieu	-708 449	-724 486	-741 663	-760 986	-738 332		
Immeubles commerciaux	1 801 358	346 274	433 404	461 821	486 843		
Parking Arago	-84 867	-107 463	-96 080	-62 940	27 614	-10 731	-103 493
Espace Arsenal	294	34 814	78 917	30 340	14 882	28 249	24 765
Abattoirs	146 679	129 416					
Musée Rigaud - régie				-13 149	166 663	231 855	352 743
Musée Rigaud - boutique				48 629	71 559	76 218	78 497
CUMUL	1 953 595	7 538 067	13 068 853	19 795 419	29 653 258	36 750 007	47 501 702



ÉQUILIBRES FINANCIERS

I | ANALYSE DES GRANDS ÉQUILIBRES



RAPPEL DES RATIOS USUELS : LES ÉPARGNES 1|2

ÉPARGNE DE GESTION

- **Recettes de gestion – Dépenses de gestion**
 - Elle correspond aux recettes réelles de gestion minorées des dépenses réelles de gestion. Ce ratio mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante.

ÉPARGNE BRUTE

- **Epargne de gestion – Résultat financier**
 - Elle permet de mesurer la capacité de la section de fonctionnement à dégager de l'excédent et donc à rembourser le capital de la dette et financer totalement ou partiellement la section d'investissement.

ÉPARGNE NETTE

- **Epargne brute – Remboursement du capital de la dette de l'année**
 - Il s'agit de l'épargne restante après financement du capital de la dette de l'année.

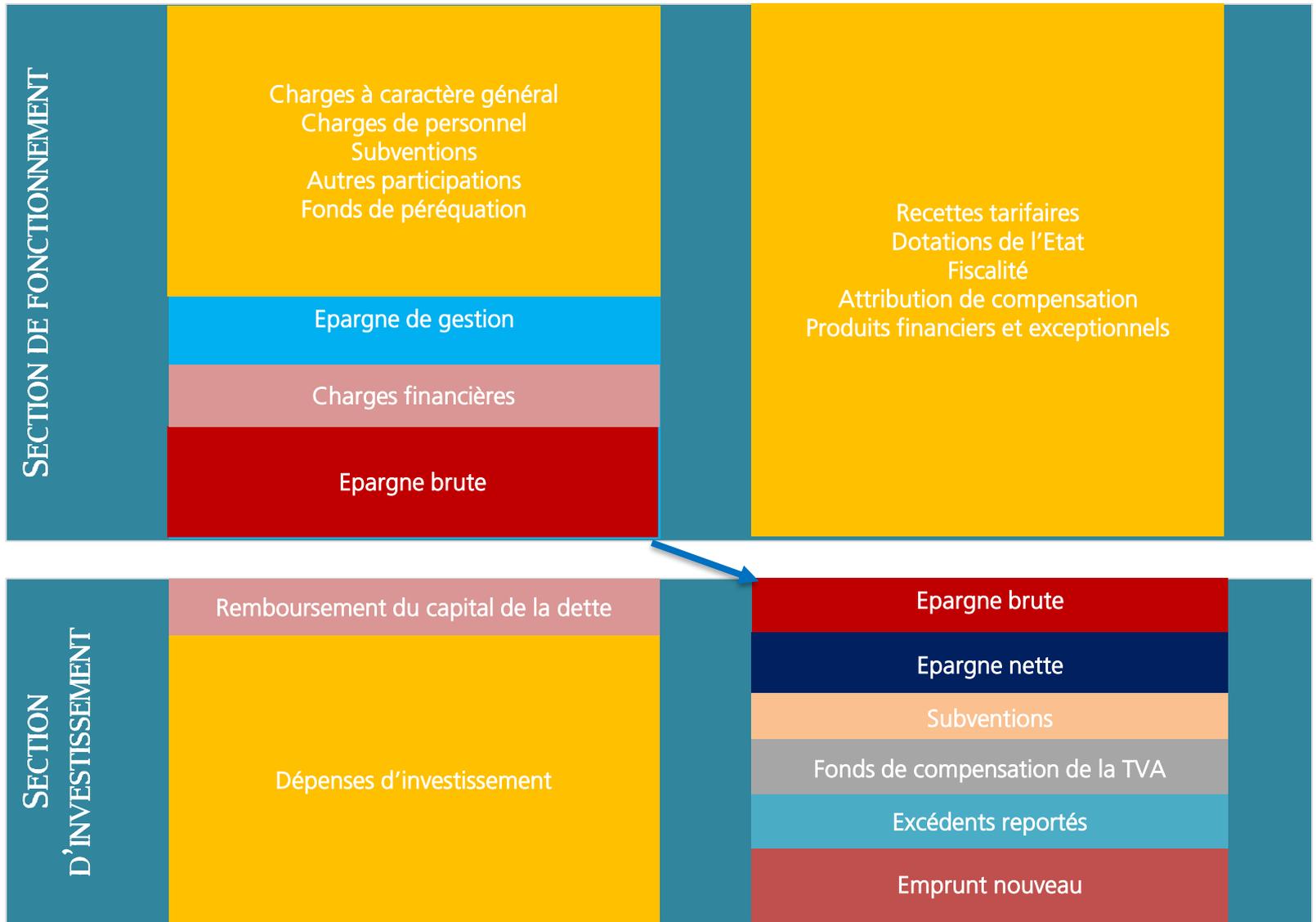
TAUX D'ÉPARGNE BRUTE

Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement %

- Ce ratio s'exprime en pourcentage (%). Il permet d'évaluer la situation financière de l'entité. Il est préconisé que ce ratio soit proche de 12%.



RAPPEL DES RATIOS USUELS : LES ÉPARGNES 2/2

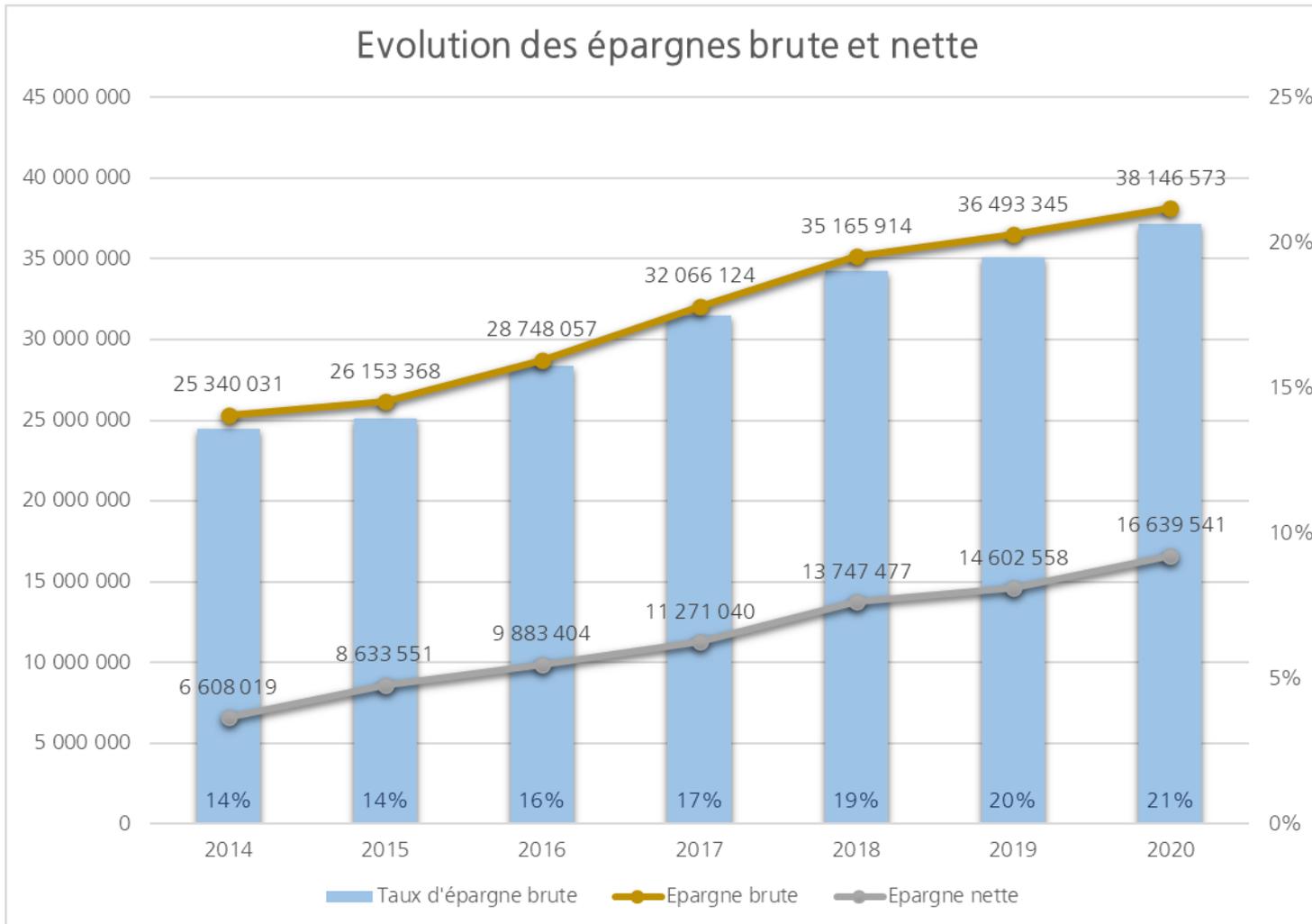




UNE AMÉLIORATION PROGRESSIVE DES ÉPARGNES

En 2014, la situation financière présentait un **niveau d'épargne brute satisfaisant à 14%**. Il s'est amélioré sur l'ensemble de la période pour atteindre **21% en 2020**.

- L'importance du remboursement du capital de la dette permettait de dégager une épargne nette représentant 4% des recettes de fonctionnement de l'année en 2014, ce ratio évolue à 9% en 2020.

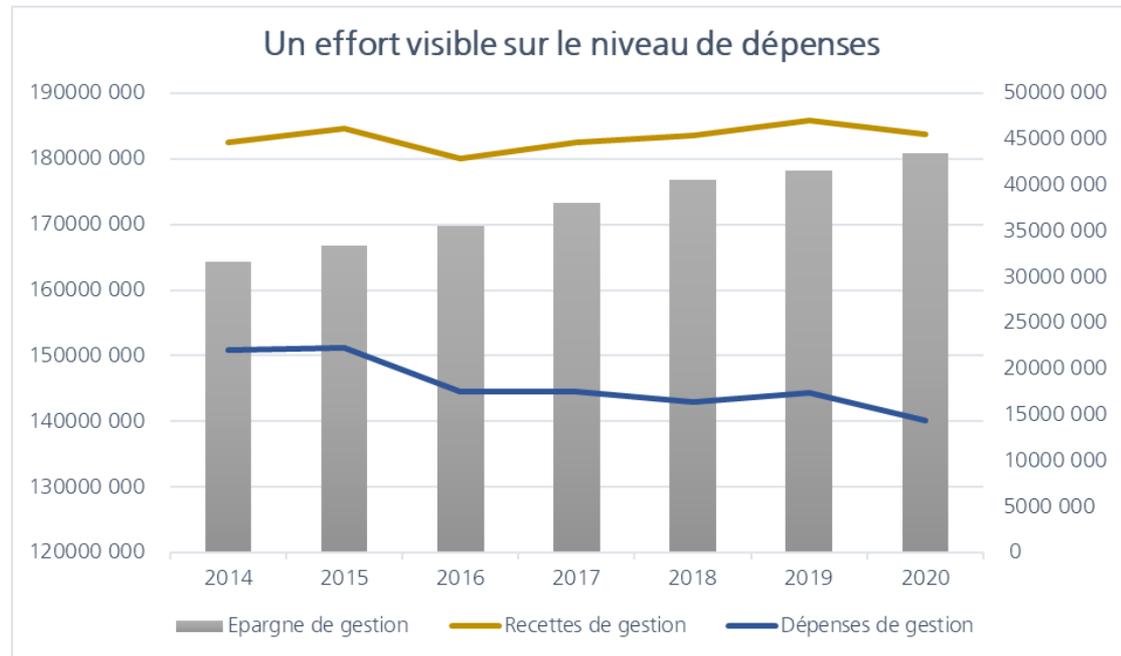


**Point
méthodologique**
Cette méthode présente quelques écarts avec la méthode ANAFI. Les travaux en régie n'ont pas été retraités notamment pour définir l'épargne brute.



UNE AMÉLIORATION, AVANT TOUT, LIÉE À L'ÉPARGNE DE GESTION

- Les épargnes de la Ville se sont améliorées sur la période.
 - L'épargne de gestion augmente de 11,9 millions d'€uros.
- Le poids de l'annuité de la dette reste stable sur la période, à 15% des recettes réelles de fonctionnement (hors exceptionnelles).
 - Sur l'ensemble de la période, l'annuité oscille entre 24,8 et 26,8 millions d'€.
- L'amélioration est donc uniquement due à la maîtrise et au recul des dépenses de gestion sur la période.



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
EPARGNE DE GESTION	31 445 422	33 120 835	35 254 597	37 713 687	40 365 116	41 387 589	43 373 776
<i>Résultat financier</i>	-7 442 314	-7 239 348	-6 639 096	-5 727 833	-5 410 241	-4 952 633	-4 379 398
<i>Résultat exceptionnel (hors 775)</i>	1 336 923	271 882	132 557	80 270	211 039	58 389	-847 805
EPARGNE BRUTE	25 340 031	26 153 368	28 748 057	32 066 124	35 165 914	36 493 345	38 146 573
<i>16 Remboursement du capital de la dette</i>	18 732 013	17 519 817	18 864 653	20 795 084	21 418 437	21 890 787	21 507 032
EPARGNE NETTE	6 608 019	8 633 551	9 883 404	11 271 040	13 747 477	14 602 558	16 639 541

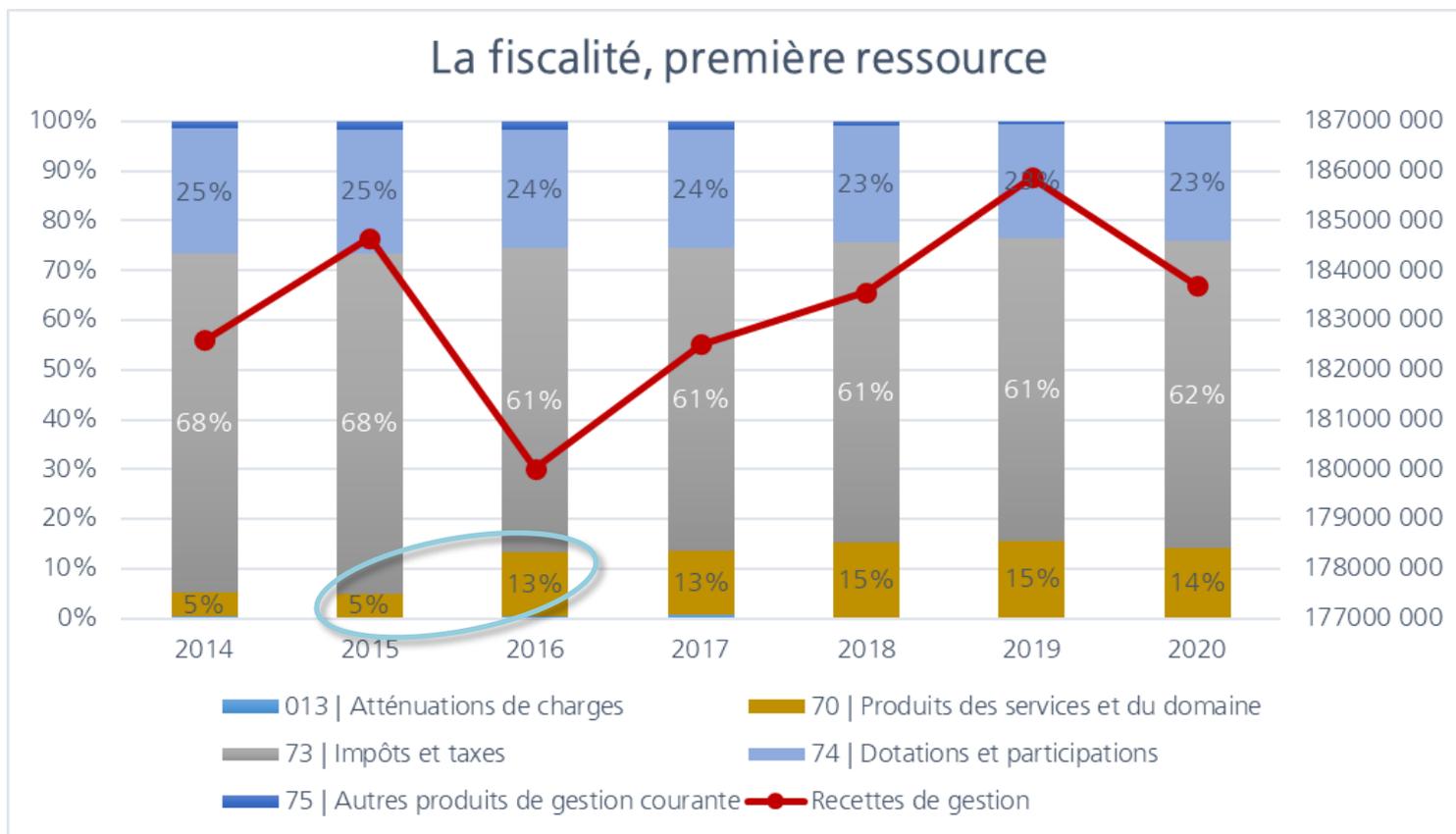
II | ANALYSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

RECETTES |



DES RECETTES DE GESTION STABLES SUR LA PÉRIODE...

- Entre 2014 et 2020, les recettes de gestion (hors gestion des stocks) augmentent de 0,60% (elles progressent de 1,80% entre 2014 et 2019).
 - La part croissante des produits des services (évoluant de 5% à 13% entre 2015 et 2016) est liée à la mise en place de la convention de gestion avec la Communauté urbaine.
 - En parallèle, l'attribution de compensation de la Ville est divisée par deux en 2016.





...MAIS DES ÉVOLUTIONS DISPARATES PAR NATURE

- Plusieurs évolutions importantes interviennent au niveau des recettes de gestion :
 - En 2016, l'attribution de compensation (AC) diminue de 17 520 448 € au titre du contingent SDIS et des transferts de la compétence Voirie.
 - La même année, les remboursements au titre de la convention de gestion (issue de la transformation en CU) sont mis en place. Les remboursements s'établissent à 14 439 529 € en compensation des dépenses de fonctionnement équivalentes que la Ville assume en conséquence de la convention de gestion.
- La période est marquée par le **recul important des dotations et participations du fait de la mise en place de la contribution au redressement des finances publiques.**
 - Une baisse de 6% est relevée sur ce poste sur la période.
- En 2020, les conséquences de la crise sanitaire (fermetures administratives, mesures de soutien prises par la Ville) se traduisent notamment au niveau des produits des services, qui diminuent de 3,1M€ par rapport à 2019, les autres postes de recettes n'étant pas grevés.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. 14-19	EVOL. 14-20
RECETTES DE GESTION	182 604 928	184 661 885	180 023 255	182 521 090	183 573 681	185 871 703	183 698 883	1,8%	0,6%
013 Atténuations de charges	729 801	419 157	687 149	1 352 556	282 929	470 454	478 368	-36%	-34%
70 Produits des services et du domaine	8 976 758	8 829 553	→ 23 318 277	23 678 593	27 615 597	28 632 980	→ 25 518 942	219%	184%
73 Impôts et taxes	124 178 259	126 434 031	109 957 791	111 242 648	111 255 445	112 998 296	113 612 065	-9%	-9%
74 Dotations et participations	45 959 229	46 100 989	→ 42 990 941	43 064 336	43 026 286	42 682 021	43 073 191	-7%	-6%
75 Autres produits de gestion courante	2 760 881	2 878 155	3 069 096	3 182 957	1 393 424	1 087 953	1 016 316	-61%	-63%
<i>Variation annuelle des recettes de gestion</i>		<i>1,1%</i>	<i>-2,5%</i>	<i>1,4%</i>	<i>0,6%</i>	<i>1,3%</i>	<i>-1,2%</i>		



FISCALITÉ : UNE DYNAMIQUE IMPACTÉE PAR LA RÉVISION DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

- Le **panier fiscal** de la Ville est composé :
 - Des produits fiscaux issus de taxes où la Ville dispose / disposait d'un pouvoir de taux,
 - En 2020, la taxe d'habitation et les taxes foncières représentaient 76% des ressources fiscales de la Ville (89% en retraitant les flux financiers avec la CU, AC+FPIC+DSC).
 - Les flux financiers avec la CU (AC, DSC, FPIC) représentent 15% des recettes fiscales en fin de période (26% en 2014)
 - La révision de l'AC en 2016 biaise l'analyse de la dynamique des produits fiscaux de la Ville.
 - Les **droits de stationnement** sont devenus des recettes tarifaires lors de la **dépénalisation** en 2018 (en retraitant cette recette, le chapitre augmente de 8% sur la période)
 - Les droits de mutation ont été particulièrement dynamiques, notamment en 2020 suite à un rattrapage opéré par la DGFIP.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. %	EVOL. €
73 Impôts et taxes	124 178 259	126 434 031	109 957 791	111 242 648	111 255 445	112 998 296	113 612 065	-9%	-10 566 193
Taxes d'habitation et foncières	80 440 074	82 734 947	82 021 407	82 936 682	83 741 081	85 462 661	85 916 549	7%	5 476 475
Autres impôts	0	0	214 990	265 090	284 429	322 885	210 400		210 400
Attribution de compensation	31 286 352	31 286 348	13 765 900	14 004 224	15 362 258	15 165 788	14 969 318	-52%	-16 317 034
Dotation de solidarité communautaire	0	0	294 438	404 567	421 712	421 712	421 712		421 712
Fonds de péréquation intercommunale (FPIC)	1 252 981	1 733 154	1 877 885	1 851 136	1 794 296	1 757 474	1 828 391	46%	575 410
Taxes funéraires	57 767	60 869	60 333	64 868	75 813	68 227	75 745	31%	17 978
Droits de places	724 474	713 300	703 293	743 143	664 495	653 723	469 549	-35%	-254 925
Droits de stationnement	1 605 002	1 781 814	2 026 375	1 919 680	21 010	0	0	-100%	-1 605 002
Autres taxes	43 656	41 811	19 657	17 242	0	0	9 031	-79%	-34 625
Taxe les pylônes électriques	17 168	17 584	18 032	18 544	18 944	19 424	20 344	18%	3 176
Taxe sur la consommation finale d'électricité	2 395 600	2 321 960	2 405 304	2 382 765	2 461 561	2 407 469	2 362 495	-1%	-33 105
Taxes de séjour	374 824	514 241	455 996	580 392	398 547	185 633	1 577	-100%	-373 247
Impôt sur les cercles et maisons de jeux	337 904	218 145	49 871	12 184	8 775	8 681	8 482	-97%	-329 422
Taxe locale sur la publicité extérieure	1 817 816	1 723 457	1 652 564	1 640 315	1 579 002	1 601 007	1 559 455	-14%	-258 361
Taxe additionnelle aux droits de mutation	3 641 191	3 131 804	3 471 155	4 146 810	3 872 205	4 585 313	5 202 486	43%	1 561 295
Autres taxes diverses	183 449	154 596	920 592	255 008	551 317	338 299	556 530	203% ²⁰	373 080



FISCALITÉ : UNE LÉGÈRE DIMINUTION DES TAUX FONCIERS EN FIN DE MANDAT

- Le taux de **taxe d'habitation** est resté identique sur l'ensemble de la période.
- Les taux de **taxes foncières** ont fait l'objet d'une diminution en 2019 (variation du taux de **-0,50% pour le foncier bâti**) puis en 2020 (**-1% pour les deux taxes foncières**). La baisse de produit fiscal (-770k€ sur les 2 années) a été couverte par la dynamique des bases (+1,7M€), du foncier bâti notamment.
 - Les bases de foncier bâti ont connu une dynamique moyenne annuelle de 1,80% (seulement 0,80% pour la taxe d'habitation, avec de fortes disparités).

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
TAXE D'HABITATION							
Base nette	172 853 206	180 047 435	174 207 606	175 160 226	174 609 807	179 561 261	180 787 426
Taux	18,73%	18,73%	18,73%	18,73%	18,73%	18,73%	18,73%
Produit	32 375 405	33 722 885	32 629 085	32 807 510	32 704 417	33 631 824	33 861 485
<i>Effet base nominal</i>		291 379	337 229	130 516	360 883	719 497	302 686
<i>Effet base physique</i>		1 056 100	-1 431 029	47 909	-463 976	207 910	-73 026
<i>Effet taux</i>		0	0	0	0	0	0

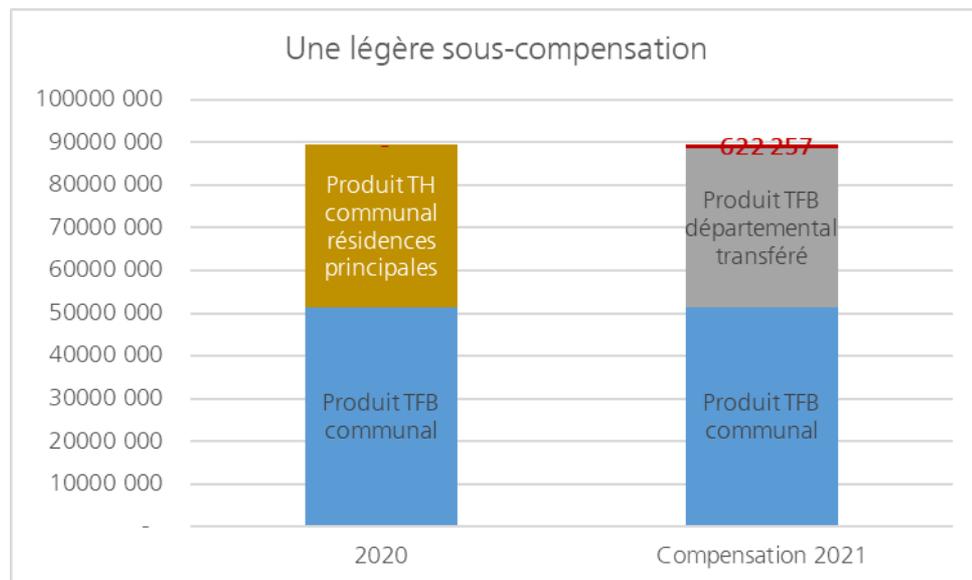
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES							
Base nette	170 647 792	174 574 879	177 079 701	179 996 841	183 235 835	186 697 491	189 910 757
Taux	27,46%	27,46%	27,46%	27,46%	27,46%	27,32%	27,05%
Produit	46 859 884	47 938 262	48 626 086	49 427 133	50 316 560	51 005 755	51 370 860
<i>Effet base nominal</i>		421 739	479 383	194 504	543 698	1 106 964	561 063
<i>Effet base physique</i>		656 639	208 442	606 542	345 729	-156 394	316 801
<i>Effet taux</i>		0	0	0	0	-256 530	-504 083

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES							
Base nette	1 439 025	1 671 446	1 595 162	1 485 740	1 386 188	1 394 733	1 390 127
Taux	41,85%	41,85%	41,85%	41,85%	41,85%	41,85%	41,43%
Produit	602 232	699 500	667 575	621 782	580 120	583 696	575 930
<i>Effet base nominal</i>		5 420	6 995	2 670	6 840	12 763	6 421
<i>Effet base physique</i>		91 848	-38 920	-48 463	-48 502	-9 187	-8 348
<i>Effet taux</i>		0	0	0	0	0	-5 858



COMPENSATION DE LA TH : LE TRANSFERT DU TAUX DÉPARTEMENTAL DE FONCIER BÂTI

- La Ville se trouve dans une situation de légère sous-compensation. Le delta entre le produit fiscal perdu et celui transféré est de 622 257 €.
 - Compensation 2021 estimée sur la base du taux TH 2017 x bases 2020 des résidences principales*



Un coefficient correcteur est alors appliqué.

Il est déterminé en 2021 et figé à cette valeur pour les années à venir.

Coefficient notifié : 1,007014

- La Ville percevra la **taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)**, au titre de laquelle, elle retrouvera son pouvoir de taux, à compter de 2023 (gel pendant le déploiement progressif du dégrèvement sur les résidences principales).
 - Cette taxe représente 2,4 millions d'euros.



POLITIQUE FISCALE DE LA VILLE EN FAVEUR DES CONTRIBUABLES

- La Ville a défini une politique fiscale spécifique :
 - En faveur des ménages, au titre de la **taxe d'habitation**, par la fixation de taux d'abattements (appliqués à la valeur locative des redevables) majorés au titre :
 - des **personnes à charge** (15% pour les foyers composés d'une ou deux personnes à charge, contre 10% de base, 20% pour les foyers composés de 3 personnes et plus, au lieu de 15%)
 - des personnes handicapées à hauteur de 10%
 - La compensation définie dans le cadre de la disparition de la TH tient compte (via les bases nettes) de cette politique municipale.
 - En faveur des redevables au titre du foncier bâti
 - Exonérations totales pendant 2 ans de contributions à la création d'entreprises, création ou reprise d'entreprises industrielles en difficulté,
 - Exonérations totales pendant 15 ans des logements faisant l'objet de bail à réhabilitation,
 - En faveur des redevables au titre du foncier non bâti
 - Terrains plantés en oliviers, dégrèvements accordés aux jeunes agriculteurs (pendant 5 ans),



UN PROFIL FISCAL « TYPE » : FAIBLESSE DES BASES, PRESSION ÉLEVÉE

- La Ville de Perpignan présente un profil caractéristique combinant
 - un **potentiel financier faible** (inférieur à la moyenne de la strate, et parmi les 3 plus bas du panel) et
 - un **effort fiscal élevé** (supérieur à la moyenne de la strate, et parmi les 3 plus élevés).

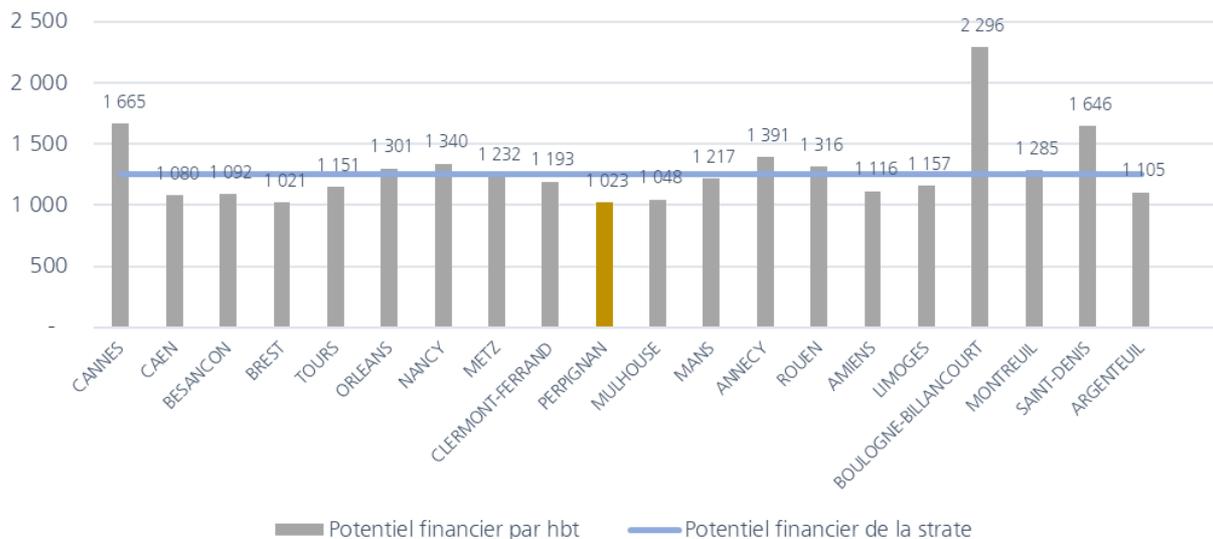
Pour rappel...

Potentiel fiscal = bases brutes x taux moyens nationaux

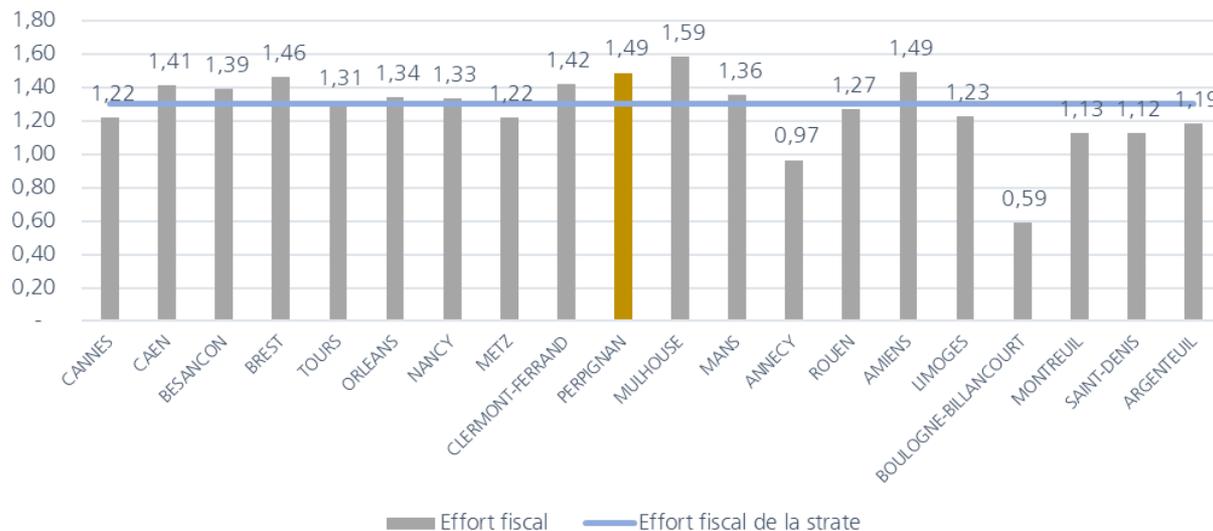
Potentiel financier = potentiel fiscal + dotations

Effort fiscal = produit fiscal / potentiel fiscal

Un potentiel financier en deçà de la moyenne de la strate



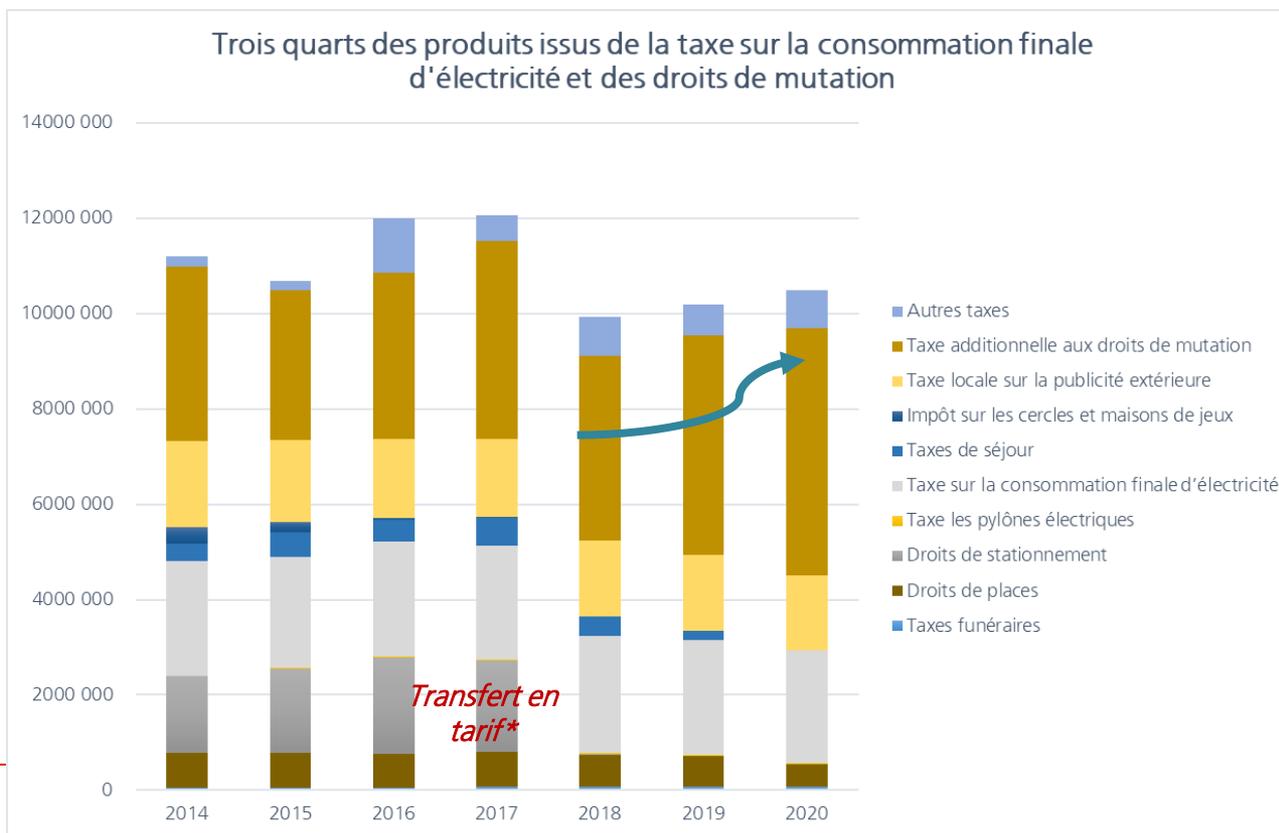
Un effort fiscal supérieur à la moyenne de la strate





AUTRES TAXES : MOINS DE 6% DES RECETTES DE GESTION

- Le panier fiscal de la Ville se compose de plusieurs taxes autres représentant un produit fiscal de 10 à 12 millions d'euros selon les exercices.
 - La taxe sur la consommation finale d'électricité : produit stable sur la période, représentant environ 2,4 M d'euros
 - Les droits de mutation : produit fluctuant, avec un pic atteint 2020 à 5,2 millions d'euros (recette oscillant entre 3,0 et 4,6 millions les années antérieures)
 - La taxe locale sur les publicités extérieures : 1,5 M d'euros de recettes environ (en recul progressif sur la période : 1,8 M de recettes en 2014)
 - Les autres taxes : transfert de la taxe de séjour (tourisme étant compétence intercommunale), dépenalisation du stationnement conduisant à la mise en place des « tarifs » et du forfait post-stationnement,



** Les droits de stationnement ont été transférés en produits des services, suite à la dépenalisation du stationnement en 2018.*



CU : RELATIONS FINANCIÈRES PLURIELLES AVEC LA CU

- Les relations financières avec la Communauté Urbaine (CU) sont plurielles :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Attribution de compensation	31 286 352	31 286 348	13 765 900	14 004 224	15 362 258	15 165 788	14 969 318
Dotation de solidarité communautaire	0	0	294 438	404 567	421 712	421 712	421 712
Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales	1 252 981	1 733 154	1 877 885	1 851 136	1 794 296	1 757 474	1 828 391
<i>Part dans les recettes de gestion</i>	<i>18%</i>	<i>18%</i>	<i>9%</i>	<i>9%</i>	<i>10%</i>	<i>9%</i>	<i>9%</i>

– De droit, via l'attribution de compensation,

- L'attribution de compensation de la Ville a été diminuée par deux sur la période. L'évolution majeure porte sur l'exercice 2016 avec l'évaluation de la compétence voirie et l'intégration du contingent SDIS.
- Plusieurs évaluations et ajustements sont intervenus par la suite, notamment
 - En 2017, dans le cadre d'un « retour sur AC » suite à la mise en place de la taxe GEMAPI
 - en 2018 par l'intégration des charges associées aux services communs et à la compensation des prestations de services réalisées par la Ville (auparavant imputées en 758)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Attribution de compensation	31 286 352	31 286 348	13 765 900	14 004 224	15 362 258	15 165 788	14 969 318
Voirie - fonctionnement	0	0	-11 974 644	0	0	0	0
Voirie - investissement	0	0	0	-196 470	-196 470	-196 470	-196 470
Promotion du tourisme	0	0	0	0	-210 799	0	0
PLU	0	0	0	0	-119 054	0	0
Valorisation des services communs	0	0	0	0	935 000	0	0
Transfert OM	0	0	0	0	1 000 000	0	0
Contingent Service départemental d'incendie et de secours	0	0	-5 545 804	0	0	0	0
Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations	0	0	0	434 794	0	0	0
Parkings clos	0	0	0	0	-50 642	0	0
<i>Variation de l'AC</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-17 520 448</i>	<i>238 324</i>	<i>1 358 035</i>	<i>-196 470</i>	<i>-196 470</i>

Certaines évaluations de charges mériteraient un détail plus fin au sein des rapports de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (notamment la valorisation des charges associées aux trois services communs).



CU : RELATIONS FINANCIÈRES PLURIELLES AVEC LA CU

- Les relations financières avec la Communauté Urbaine (CU) sont plurielles :
 - De droit, par le reversement
 - de la dotation de solidarité communautaire,
 - et du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (répartition de droit commun entre la CU et les communes),
 - De façon spécifique, dans le cadre de conventions de différentes natures,
 - Trois **conventions de mutualisation** ont été établies pour la mise en œuvre des services communs notamment. La compensation intervient via l'AC
 - Chaque service dispose d'une convention propre (direction des affaires juridiques, direction du numérique, direction de la gestion immobilière)
 - La compensation financière associée aux services communs a été intégrée au sein de l'attribution de compensation à compter de 2018 (seules les charges de personnel ont été valorisées pour le numérique, les autres charges étant refacturées par ailleurs),
 - Une **convention pour l'optimisation des bases fiscales**, à durée indéterminée
 - 50% des charges de fonctionnement sont remboursés par la CU
 - Une **convention de gestion** au titre de l'entretien des espaces verts des ZAE d'intérêt communautaire
 - La convention portant sur le transport collectif en site propre : la Ville gère cette opération via des comptes de tiers dédiés
 - Des **conventions ponctuelles ou non reconduites** ont été mises en place sur la période 2014 à 2020 : vidéoprotection, numéro vert « Allo propreté », collecte spécifiques de déchets, mutualisation du poste de DGA « Proximité »...



CU : LA CONVENTION DE 2016

- Une convention de gestion a été mise en place lors du transfert des compétences (induit par la transformation en Communauté urbaine). La convention en cours porte sur la période 2019-2021.

- Le périmètre restant en gestion communale est défini en annexe 1 de la convention
 - La voirie au titre de la circulation automobile, de la circulation deux roues et piétons, mobilier urbain, signalisations, le nettoyage, l'éclairage public,
 - Les parkings en ouvrages et aires de stationnement
 - Opérations d'amélioration de l'habitat, de réhabilitation et de lutte contre l'habitat insalubre

- Il est prévu que la Communauté se charge de rembourser les charges nettes des recettes, exécutées par la Ville et de récupérer le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.
 - Les redevances d'occupation de voirie ont été transférées à la CU.

- Un plafond de dépenses est fixé par la convention
 - En fonctionnement, un écrêtement a été mis en place, à compter de 2018, dans le cadre de la contractualisation de PMM expliquant l'écart entre les dépenses déclarées et les remboursements (voir page suivante).
 - En investissement, le **plafond annuel est fixé par la convention initiale à 14 978 000 €** (il tient compte de l'évaluation des charges transférées opérées en juillet 2018 ainsi que du transfert, à compter de 2018, des redevances d'occupation de voirie pour un montant de 413 000 €).
 - Un avenant (mars 2020) à la convention a été réalisé afin d'ajuster les plafonds d'investissement en 2020.
 - Les emprunts « historiques » n'ont pas été transférés à la CU.



CU : LA CONVENTION DE 2016

FONCTIONNEMENT

	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes	908 137	780 276	266 394	183 321	233 178
<i>Redevances d'occupation, autres</i>	725 930	623 554	157 031	106 863	167 780
<i>Remboursement sur charges de personnel</i>	182 206	156 722	109 363	76 459	65 398
Dépenses	15 347 666	15 779 379	15 562 552	16 518 728	16 131 435
<i>Charges de personnel</i>	10 355 163	10 646 840	10 749 240	11 069 072	11 168 013
<i>Charges de fonctionnement</i>	4 992 503	5 132 539	4 813 312	5 449 656	4 963 422
Solde net	-14 439 529	-14 999 103	-15 296 158	-16 335 407	-15 898 257
Remboursement fonctionnement	14 439 529	14 999 103	15 179 093	15 360 582	15 545 071
<i>"Ecrêtement"</i>			- 117 065	- 974 825	- 353 186
<i>Taux plafond de progression au titre du fonctionnement (base 2017)</i>			1,20%	2,41%	3,64%

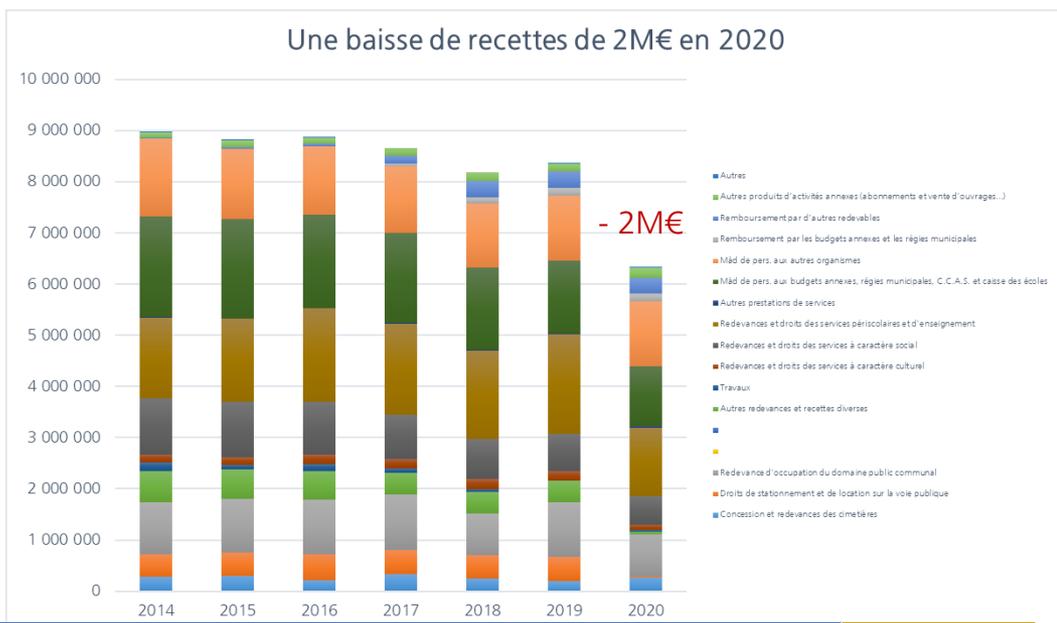
INVESTISSEMENT

Recettes	3 399 048	10 473 493	14 654 908	15 494 215	11 574 553
<i>Avances de la CU</i>	3 250 000	10 209 221	13 517 682	14 974 177	10 599 192
<i>Subventions</i>	149 048	264 272	1 137 226	520 038	975 361
Dépenses	4 568 593	10 415 021	14 351 735	16 887 188	10 998 139
Solde net	-1 169 545	58 472	303 174	-1 392 973	576 413
Régularisation CU	1 169 545	-58 472	-303 174	1 392 973	-576 413
Remboursement investissement	4 419 545	10 150 748	13 214 509	16 367 150	10 022 779



TARIFS : DES ÉVOLUTIONS STRUCTURELLES ET CONJONCTURELLES IMPORTANTES

- En dehors de la mise en place des conventions de gestion avec la CU à compter de 2016,
 - la **dépénalisation du stationnement** sur voirie (droits de stationnement, perception du forfait post-stationnement),
 - En 2020, les recettes tarifaires diminuent fortement, de -24% par rapport à 2019 (après retraitement des droits de stationnement et forfait post-stationnement) au titre de :
 - Les redevances d'occupation du domaine public
 - Les recettes tarifaires perçues au titre des services de la petite enfance (baisse sur la période, hors COVID), de la restauration scolaire et de l'accueil périscolaire notamment



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. %	EVOL. €
70 Produits des services et du domaine	8 976 758	8 829 553	23 318 277	23 678 593	27 615 597	28 632 980	25 518 942	184%	16 542 184
Concession et redevances des cimetières	284 444	290 127	218 281	331 570	241 201	201 912	257 983	-9%	-26 461
Droits de stationnement et de location sur la voie publique	433 143	472 851	495 011	480 991	468 963	462 021	28 246	-93%	-404 897
Redevance d'occupation du domaine public communal	1 012 207	1 040 344	1 081 293	1 070 973	805 363	1 066 665	826 961	-18%	-185 246
Redevance de stationnement	0	0	0	0	3 003 337	3 064 276	2 187 489		2 187 489
Forfait de post-stationnement	0	0	0	0	865 392	1 207 301	791 832		791 832
Autres redevances et recettes diverses	622 000	569 417	545 512	430 772	428 000	428 000	50 000	-92%	-572 000
Travaux	156 211	95 161	137 587	90 317	51 646	5 451	36 182	-77%	-120 029
Redevances et droits des services à caractère culturel	155 980	156 141	194 396	183 841	198 094	175 283	94 532	-39%	-61 448
Redevances et droits des services à caractère social	1 107 413	1 083 406	1 029 827	853 561	783 224	740 045	559 580	-49%	-547 833
Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	1 578 270	1 615 043	1 819 304	1 783 522	1 720 226	1 945 135	1 333 501	-16%	-244 769
Autres prestations de services	10 295	7 793	9 061	11 352	15 082	15 094	45 259	340%	34 964
Màd de pers. aux budgets annexes, régies municipales, C.C.A.S. et caisse des écoles	1 958 525	1 947 605	1 825 303	1 770 063	1 613 479	1 427 607	1 168 302	-40%	-790 223
Màd de pers. au GFP de rattachement	0	0	10 172 957	10 511 274	10 689 739	10 787 931	10 871 958		10 871 958
Màd de pers. aux autres organismes	1 530 090	1 369 103	1 336 465	1 303 299	1 250 269	1 270 927	1 263 225	-17%	-266 865
Remboursement par les budgets annexes et les régies municipales	0	0	0	43 053	118 211	150 377	149 120		149 120
Remboursement par le GFP de rattachement	0	0	4 266 573	4 508 985	4 863 973	5 200 860	5 322 771		5 322 771
Remboursement par d'autres redevables	20 542	33 233	50 224	150 721	319 660	308 554	314 076	1429%	293 534
Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	99 459	141 157	125 667	154 300	179 740	163 646	205 760	107%	106 301
Autres	8 179	8 171	10 816	0	0	11 893	12 164	49%	3 985



STATIONNEMENT : UN IMPACT SENSIBLE EN 2020 (ET À VENIR)

- La dépenalisation du stationnement sur voirie a eu pour effet :
 - Un changement de nature de la recette associée
 - Passant de « droits » à redevance
 - Une hausse de la recette
 - Les droits de stationnement s'établissaient à 1.9M€ avant réforme, ils progressent à 3M€ (hors forfait post-stationnement).
- Le forfait post-stationnement est reversé à la CU (la Ville conserve le delta nécessaire à couvrir les charges de contrôle).

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. %	EVOL. €
Droits de stationnement	1 605 002	1 781 814	2 026 375	1 919 680	21 010	0	0		
Redevance de stationnement	0	0	0	0	3 003 337	3 064 276	2 187 489		
Forfait de post-stationnement	0	0	0	0	865 392	1 207 301	791 832		
RECETTES TOTALES	1 605 002	1 781 814	2 026 375	1 919 680	3 889 739	4 271 577	2 979 322	86%	1 374 320
Reversements sur forfait de post-stationnement à PMM	0	0	0	0	862 720	896 182	1 102 122		
SOLDE NET POUR LA VILLE	1 605 002	1 781 814	2 026 375	1 919 680	3 027 019	3 375 395	1 877 200	17%	272 199



UNE APPROCHE CONSOLIDÉE DE LA POLITIQUE TARIFAIRE

- La Ville dispose d'une délibération cadre concernant sa politique tarifaire pour la majeure partie des services (culture, enfance-éducation, jeunesse, sports, état civil, domaine public, services techniques, parc Auto, parkings).
 - Des tarifs résidents et non résidents ont été mis en place pour la plupart des services.
 - Les **tarifs appliqués aux familles** (restauration scolaire, accueil périscolaire, accueil extrascolaire, jeunesse) sont assis sur le quotient familial tel que défini par la Caisse d'Allocations familiales.
 - Fourchette tarifaire restauration scolaire (au repas) : 1,83€ à 3,87€ pour les perpignanais, 4,26€ pour les usagers hors commune, 1,83€ pour les projets d'accueil individualisé (2,26€ en hors communes)
 - Fourchette tarifaire accueil périscolaire (forfait mensuel) : 4,0€ à 15,0€ pour les perpignanais, 20,0€ pour les usagers hors commune
 - Les **redevances d'occupation du domaine public** sont appliquées dès lors que l'activité occupante revêt une nature commerciale.
 - L'unité tarifaire est le m² par jour, au tarif s'ajoute une refacturation des frais électriques en cas de branchements.

RESTAURATION SCOLAIRE

QF plancher	QF plafond	Tarif par repas	Amplitude tranche QF	Effet de seuil	Taux d'effort (QF)
0	300	1,83 €	300		1,220%
301	400	2,27 €	99	0,44 €	0,648%
401	600	2,54 €	199	0,27 €	0,507%
601	900	3,27 €	299	0,73 €	0,436%
901	1 200	3,34 €	299	0,07 €	0,318%
1 201	1 600	3,44 €	399	0,10 €	0,246%
1 601		3,87 €		0,43 €	0,242%
	PAI	1,83 €			
	Hors Perpignan	4,26 €			
	PAI hors Perpignan	2,27 €			

Effets de seuil irréguliers

Écart entre le tarif de la tranche supérieure et celui de la tranche inférieure

Taux d'effort dégressif

Tarif rapporté au QF moyen de la tranche



DES REFACTURATIONS AUPRÈS DES SATELLITES PUBLICS

- La Ville met à disposition des agents auprès de plusieurs partenaires publics et privés. Les frais associés font l'objet de refacturations conformément à la loi et sont imputés sur le chapitre 70 (en chapitre 013 auparavant).
 - Les **misés à disposition d'agents** auprès des régies de la Ville
 - REGIE ARSENAL ESPACE CULTURE POPULAIRES (environ 45-50k€ par an)
 - REGIE MUNICIPALE PALAIS CONG ET EXPOSITIONS
 - Un volume en baisse au fil des départs d'agents
 - REGIE MUSEE HYACINTHE RIGAUD (ouverture du musée à la mi-2016)
 - Les **misés à disposition d'agents auprès d'organismes privés**
 - Le Comité des Œuvres sociales (en baisse sur la période, environ 190 k€)
 - Le Théâtre de l'Archipel, Visa pour l'image, l'institut Jean Vigo

	2016	2017	2018	2019	2020
REGIE ARSENAL ESPACE CULTURE POPULAIRES	49 342	49 500	45 500	49 531	45 281
REGIE MUNICIPALE PALAIS CONG ET EXPOSITIONS	1 775 961	1 720 563	1 567 979	1 364 076	1 114 694
AUTRES	0	0	0	14 000	8 327
Màd de pers. aux budgets annexes, régies municipales, C.C.A.S. et caisse des écoles	1 825 303	1 770 063	1 613 479	1 427 607	1 168 302
CENT INF DROITS FEMME FAMILLE CIDFF	36 292	37 331	37 268	27 133	
CINEMATHEQUE EURO REGIONALE INSTITUT JEAN VIGO	100 989	106 000	88 500	100 401	105 029
COMITE OEUVRES SOCIALES PERPIGNAN COS	260 463	213 572	182 313	189 036	140 615
COMMUNE D ILLE SUR TET				8 680	
EPCC HEART SUBV	390 562				
L ATELIER D URBANISME	42 539	44 015	44 203	45 943	46 945
LA BRESSOLA	0	0	142 484	0	120 835
OFFICE DE TOURISME DE PERPIGNAN	120 627	126 058	0	45 285	54 464
REGIE MUSEE ART HYACINTHE RI	0	318 732	327 986	337 842	399 779
THEATRE DE L ARCHIPEL	265 274	261 906	225 380	316 273	191 905
UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE	20 945	21 871	22 976	23 528	23 878
VISA POUR L IMAGE PERPIGNAN	98 774	173 814	179 158	176 806	179 774
Màd de pers. aux autres organismes	1 336 465	1 303 299	1 250 269	1 270 927	1 263 225
REGIE ARSENAL ESPACE CULTURE POPULAIRES	0	0	0	1 709	15 330
REGIE MUNICIPALE PARKING ARA	0	0	8 455	9 285	13 166
REGIE MUSEE ART HYACINTHE RI	0	43 053	109 756	139 383	120 624
Remboursements	0	43 053	118 211	150 377	149 120

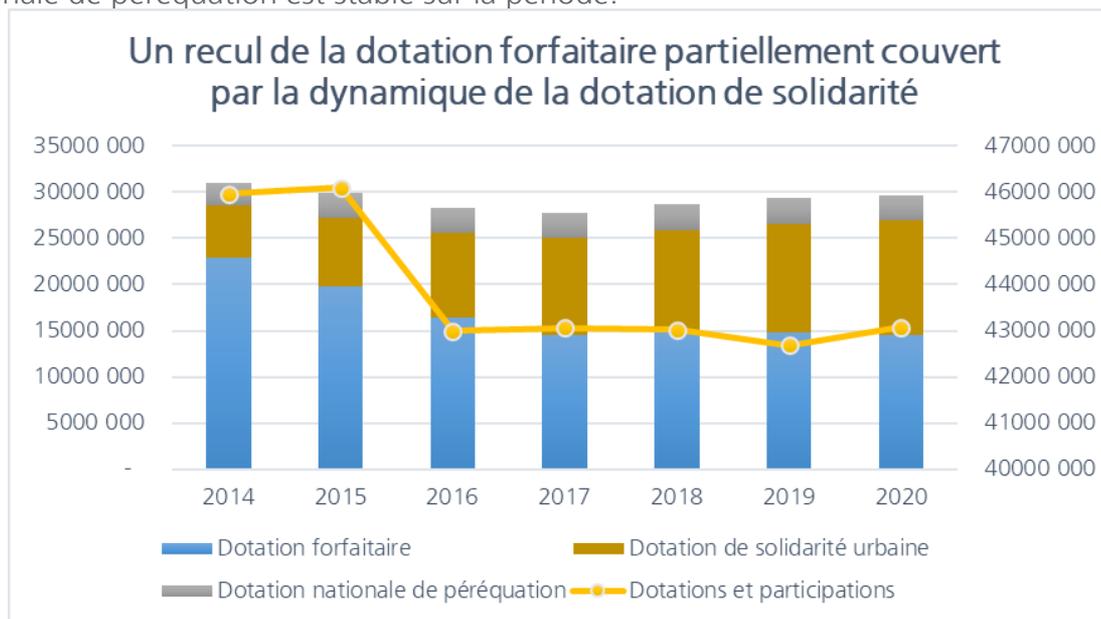


UNE BAISSÉ DES DOTATIONS DE 6% SUR LA PÉRIODE

La baisse des dotations est principalement liée à la mise en place de la **contribution au redressement des finances publiques** entre 2014 et 2017.

– L'évolution de la DGF (dotations forfaitaire, de solidarité urbaine et nationale de péréquation) explique 48% de la baisse de ce poste de recette.

- Compte tenu de la stagnation de la population en 2020, la dotation forfaitaire est en baisse. La dotation nationale de péréquation est stable sur la période.



Variation annuelle...	2015/2014	2016/2015	2017/2016	2018/2017	2019/2018	2020/2019	CUMUL
Dotation forfaitaire	-3 056 127	-3 375 656	-1 810 384	164 952	-10 533	-221 052	-8 308 800
Dotation de solidarité urbaine	1 736 924	1 702 161	1 229 985	745 173	635 352	651 435	6 701 030
Dotation nationale de péréquation	263 790	11 060	63 561	-15 594	3 925	-98 223	228 519
Variation annuelle	-1 055 413	-1 662 435	-516 838	894 531	628 744	332 160	
Cumul des variations		-2 717 848	-3 234 686	-2 340 155	-1 711 411	-1 379 251	-1 379 251
Cumul de la perte par rapport à la Dotation 2014	-3 056 127	-6 431 783	-8 242 167	-8 077 215	-8 087 748	-8 308 800	-8 308 800



AUTRES DOTATIONS, 7% DES RECETTES DE GESTION

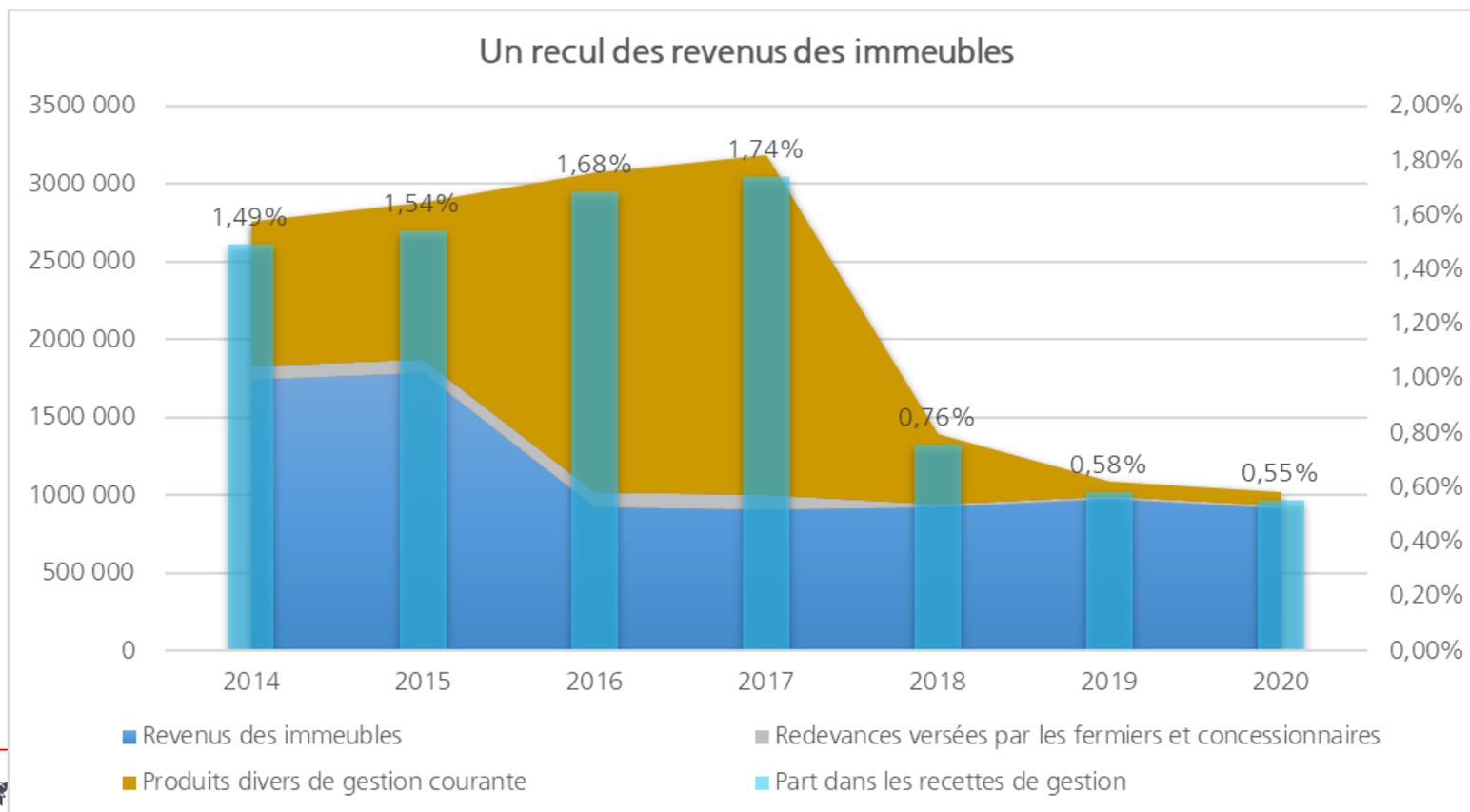
- La DGF représente près de 16% des recettes de gestion sur la Ville (cette part est restée stable sur la période, malgré la baisse). La Ville bénéficie d'autres financements, représentant 7% des recettes de gestion, sous forme de dotations :
 - Les participations de la Caisse d'Allocations familiales au titre des établissements d'accueil du jeune enfant, de l'accueil périscolaire, de l'accueil extrascolaire
 - La recette est en diminution en fin de période
 - Les compensations perçues au titre des exonérations fiscales
 - La dotation générale de décentralisation, dont le montant est stabilisé depuis 2015 (après une baisse de 4%)
 - Des participations de la part de communes proches au titre de l'accueil d'enfants au sein des écoles perpignanaises
 - Des financements de postes
 - Au titre d'emplois aidés
 - Au titre de dispositifs (contrat local de santé, actions culturelles, actions en milieu scolaire ...)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. %	EVOL. €
Dotation générale de décentralisation	506 586	488 922	488 562	488 562	488 562	488 562	488 562	-4%	-18 024
Emplois d'avenir	379 561	476 236	374 160	188 471	75 335	11 942	0		-379 561
Financements via dispositifs	838 591	1 745 735	1 641 246	1 204 908	1 260 223	497 681	969 349	16%	130 759
Communes membres du GFP	71 380	71 710	65 847	26 745	28 945	26 200	25 305	-65%	-46 075
Autres communes	34 960	33 305	36 750	16 370	18 103	20 521	25 698	-26%	-9 262
GFP de rattachement	710 833	724 433	0	0	0	0	0		-710 833
Budget communautaire et fonds structurels	170 064	44 672	0	0	0	0	0		-170 064
Caisse d'Allocations familiales	6 336 541	6 554 529	6 632 498	7 093 223	6 147 797	5 726 379	5 091 988	-20%	-1 244 552
Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	531 583	351 202	297 846	92 698	0	0	0		-531 583
État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	663 080	481 401	618 255	402 874	402 464	412 791	416 098	-37%	-246 982
État - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	4 627 369	5 100 162	4 483 693	5 613 214	5 779 235	6 053 585	6 291 315	36%	1 663 946
Dotation de recensement	27 388	27 588	26 272	25 072	24 464	24 244	24 015	-12%	-3 373



AUTRES PRODUITS : MOINS DE 2% DES RECETTES DE GESTION

- Les autres produits de gestion courante sont composés des loyers principalement, leur montant a été divisé par deux sur la période.
 - Le loyer du parking ARAGO a été transféré à la CU expliquant le « décrochage » en 2016 (950k€) des revenus des immeubles. Des taxes foncières, antérieurement refacturées par la Ville, ont également été transférées à la CU.
 - En 2018, la baisse est liée à l'absence de remboursements de prestations en 75 au titre de prestations de nettoyage et de propreté.

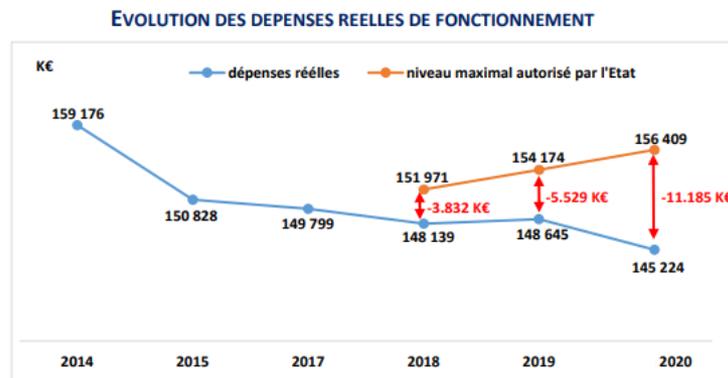
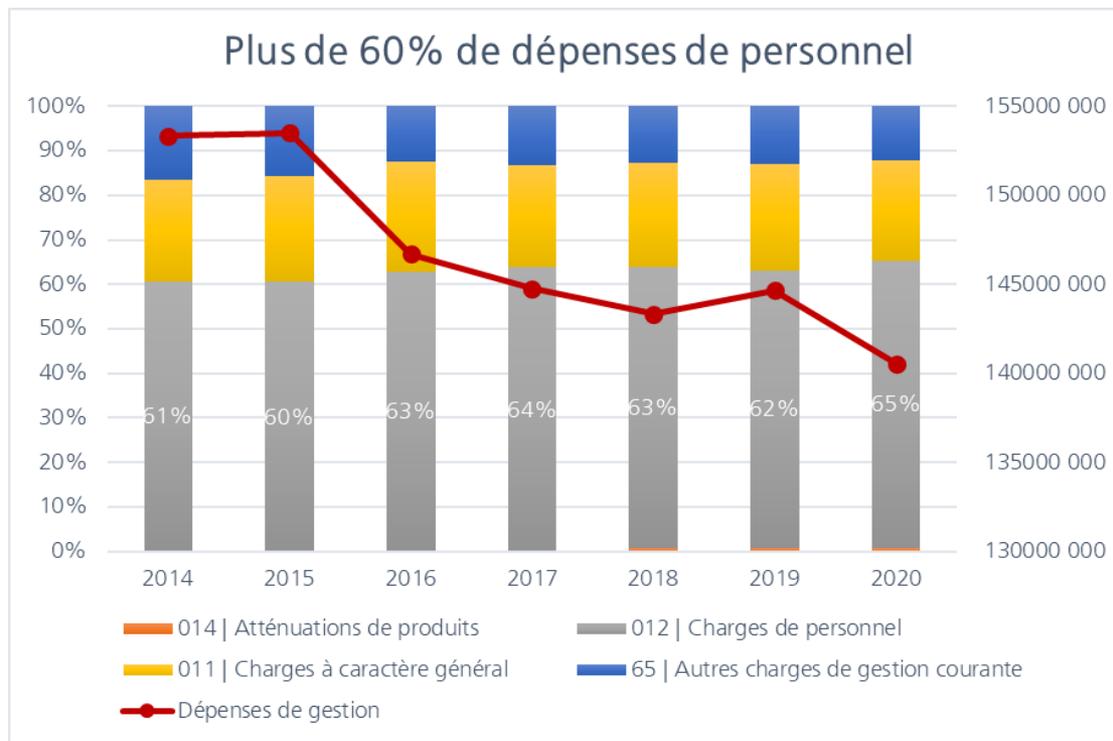


DÉPENSES |



UNE PART IMPORTANTE DES CHARGES DE PERSONNEL...

- Les dépenses de gestion ont diminué sur la période analysée
 - 4,4% entre 2014 et 2019
 - 7,1% entre 2014 et 2020
- Cette baisse doit s'analyser en dissociant les faits générateurs :
 - **Évolution de périmètre de compétences**
 - Transfert du contingent SDIS à la CU
 - Mise en place du reversement du forfait post-stationnement
 - **Actions sur les dépenses dans une recherche d'économies**
 - Non remplacement de départs à la retraite
- La Ville s'inscrit dans la mise en application du cadre posé par la contractualisation avec l'Etat, bien que suspendue depuis 2020.
 - Taux autorisé : 1,45% par an



(Source : contrat de confiance en matière financière entre l'Etat et Perpignan pour la période 2018/2020, signé le 31/05/2018.)



...DONT LA BAISSÉ DÉGAGE DES MARGES DE MANŒUVRE

- Le retraitement du contingent SDIS d'une part, et, du reversement du forfait post-stationnement permet de confirmer la dynamique à la baisse des charges, mais à un niveau plus contenu de -1,4% entre 2014 et 2019 (et -4,4% en intégrant 2020).
 - La baisse est due au recul des charges de personnel de 3%, mais également à une diminution des autres charges de gestion courante qui diminuent de 6% entre 2014 et 2019.

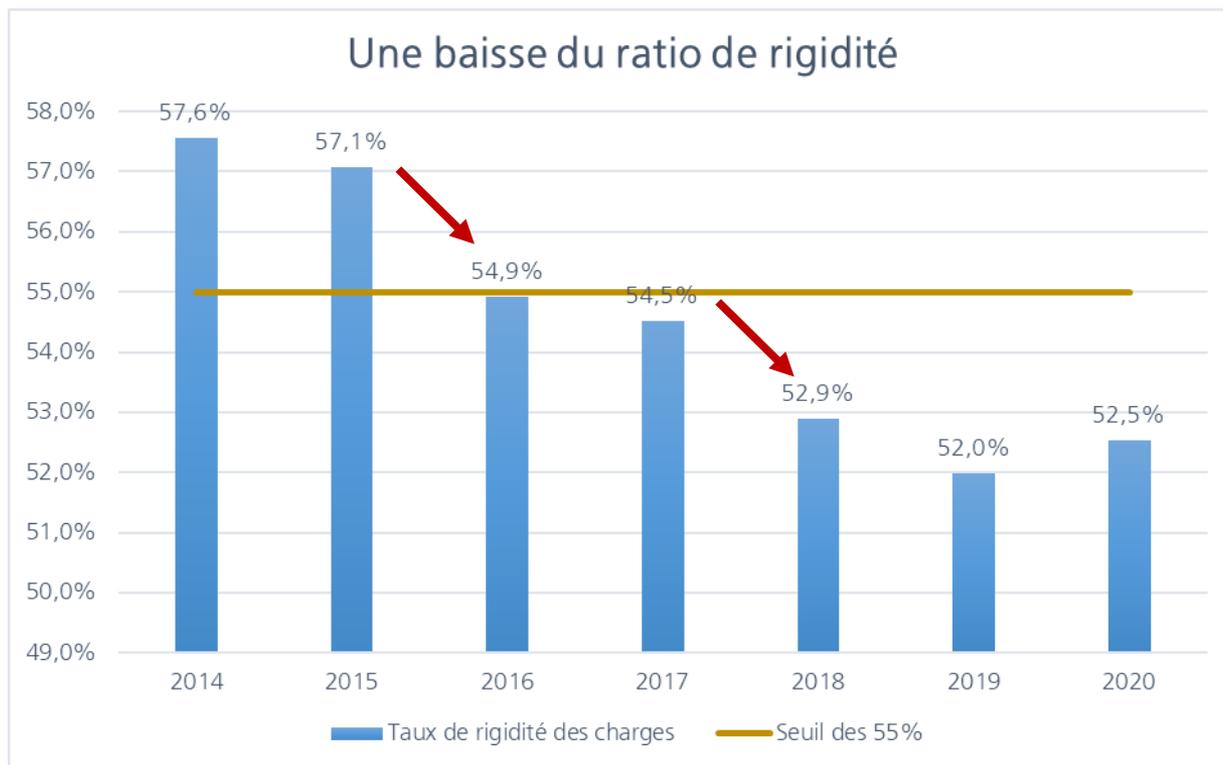
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. 14-19	EVOL. 14-20
DEPENSES DE GESTION	150 929 876	151 260 588	144 486 514	144 497 435	142 967 334	144 286 023	140 201 744	-4,4%	-7,1%
011 Charges à caractère général	32 411 068	34 196 302	33 823 792	33 091 197	33 250 500	34 229 390	31 263 123	6%	-4%
012 Charges de personnel	93 097 107	92 830 460	92 209 419	92 326 317	90 372 017	90 289 259	90 764 893	-3%	-3%
014 Atténuations de produits	30 000	45 000	42 850	45 509	1 181 588	1 070 000	1 102 829	3467%	3576%
65 Autres charges de gestion courante	25 391 701	24 188 826	18 410 453	19 034 413	18 163 229	18 697 374	17 070 899	-26%	-33%
<i>Variation annuelle des dépenses de gestion</i>		<i>0,2%</i>	<i>-4,5%</i>	<i>0,0%</i>	<i>-1,1%</i>	<i>0,9%</i>	<i>-2,8%</i>		

- Les charges à caractère général ont progressé de 6% entre 2014 et 2019, principalement du fait de la hausse des contrats de prestations de service, de l'acquisition d'heures en crèches et en accueil périscolaire et des frais de nettoyage des locaux.



UNE RIGIDITÉ DES CHARGES EN RECUL

- Le taux de rigidité des charges correspond au rapport entre :
 - d'une part au numérateur la somme des charges de personnel, des charges financières ainsi que des contingents (contribution au SDIS ou encore aux organismes de regroupements tels que les syndicats intercommunaux),
 - et d'autre part au dénominateur le total des recettes réelles de fonctionnement.
 - Ainsi, plus ce taux est élevé plus les charges de fonctionnement de la ville sont contraintes et plus les marges de manœuvre sont faibles.



Le « décrochage » en 2016 de ce ratio est notamment lié au transfert du SDIS à la CU.

Le « décrochage » en 2018 de ce ratio est lié à la baisse marquée des charges de personnel.



UNE BAISSÉ DES CHARGES DE PERSONNEL

- Les charges de personnel ont diminué de 3% entre 2014 et 2020. Cette baisse s'explique par des évolutions physiques (mouvements d'agents).

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. 2014-2020
012 Charges de personnel	93 097 107	92 830 460	92 209 419	92 326 317	90 372 017	90 289 259	90 764 893	-2 332 214
Rémunération des titulaires	44 789 065	45 422 849	44 647 332	45 814 181	44 569 781	45 128 617	44 194 591	-594 474
NBI, supplément familial de traitement et indemnité de résidence	1 980 393	1 912 670	1 940 144	1 974 509	1 928 861	1 944 561	1 962 759	-17 634
Autres indemnités (RI)	10 686 302	10 305 568	10 922 834	10 324 138	10 894 050	10 484 348	11 021 628	335 326
Rémunération des non titulaires	6 250 460	6 058 604	5 771 679	5 091 384	4 992 906	5 164 918	5 280 813	-969 648

- Une baisse de l'effectif permanent est constatée (-196 agents entre 2014 et 2020),
 - À noter que seul l'exercice 2020 présente un solde des entrées et des sorties « excédentaires »

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	CUMUL
Entrées	122	81	53	103	90	143	151	743
<i>dont réintégration</i>	9	10	11	8	8	9	9	
<i>dont recrutement</i>	109	53	39	85	62	93	117	
Sorties	123	116	126	170	134	144	126	939
<i>dont disponibilités</i>	11	7	6	12	6	8	4	
<i>dont retraite, départs volontaires</i>	80	78	90	102	105	107	87	
Solde des entrées et des sorties	-1	-35	-73	-67	-44	-1	25	-196

012 Charges de personnel	93 097 107	92 830 460	92 209 419	92 326 317	90 372 017	90 289 259	90 764 893
Variation annuelle en %		-0,3%	-0,7%	0,1%	-2,1%	-0,1%	0,5%

- par la réduction de l'enveloppe consacrée aux indemnisations des heures supplémentaires

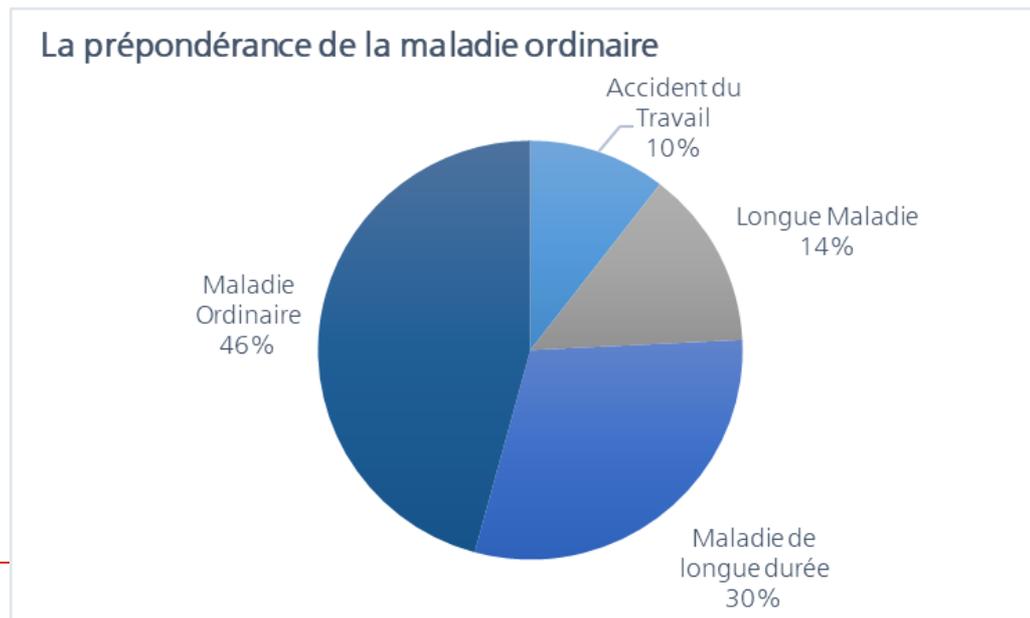


UNE BAISSÉ DES COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

- La baisse en 2020 est à relativiser au regard de l'activité en mode dégradé ou non continue dans le cadre de mesures sanitaires.
 - L'enveloppe budgétaire des heures supplémentaires a baissé de 35% entre 2014 et 2020 (-18% entre 2014 et 2019)
 - Les services les plus « consommateurs » sont la direction du cadre de vie (37% des heures 2019), le personnel mis à disposition de la Régie du Palais des Congrès et du Parc des Expositions (21% des heures 2019) et la police municipale (9% des heures 2019),.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. %
Heures supplémentaires rémunérées	547 316	505 004	517 554	470 474	449 509	449 801	353 136	-35%
CABINET MAIRE	18 012	16 747	17 325	19 385	20 426	20 535	13 741	-24%
COMMUNICATION	39 118	22 427	23 778	25 029	14 196	-	-	
VISA POUR L'IMAGE	-	-	-	-	-	30 007	28 319	
GRU - ACCUEIL - APPARITEURS	11 936	9 234	7 854	8 174	8 684	8 583	8 073	-32%
DMPB	35 731	30 366	22 784	23 911	23 383	19 391	9 966	-72%
DEU	17 637	23 222	20 844	27 449	18 503	17 930	11 551	-35%
DIRECTION ETUDE ET TX ESPACE PUBLIC	2 536	2 441	2 700	3 187	1 023	1 447	617	-76%
DCPPA	24 553	18 838	18 583	16 797	18 262	9 388	8 540	-65%
POLICE MUNICIPALE	42 591	54 279	120 033	51 045	45 366	42 194	45 932	8%
POPULATION	20 950	13 548	14 241	16 159	12 808	13 076	7 074	-66%
SURVEILLANCE PARCS ET JARDINS	-	-	22 569	24 894	23 898	23 636	20 521	
DIRECTION CADRE DE VIE	147 519	146 281	126 432	125 445	143 989	165 494	154 325	5%
DIRECTION SPORTS	6 137	3 342	3 450	3 157	3 959	1 544	1 320	-78%
PALAIS CONGRES ET EXPOS	126 596	126 330	110 219	112 719	107 779	93 535	38 976	-69%
MAIRIES QUARTIERS ET UTL	26 286	25 052	-	-	-	-	-	
AUTRES	27 715	12 899	6 743	13 124	7 234	3 040	4 180	-85%

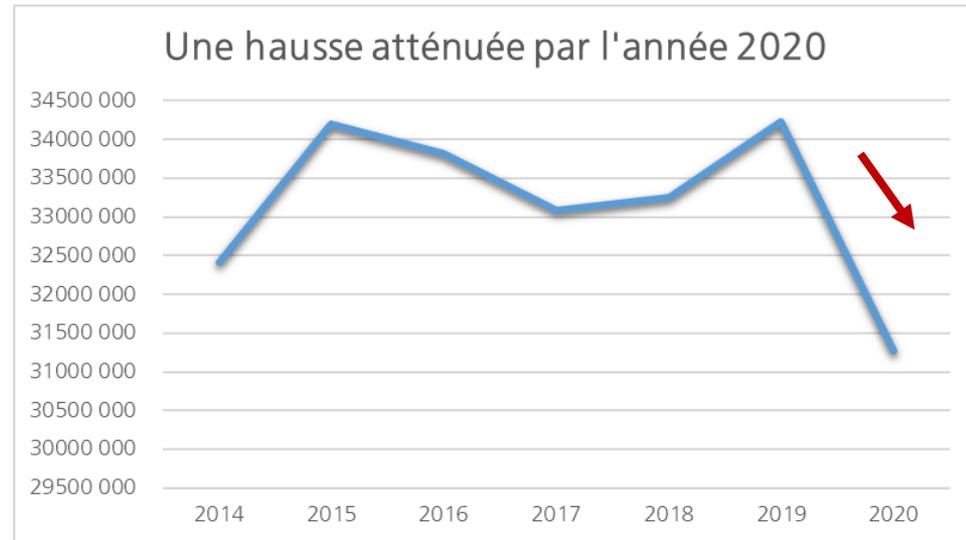
- L'organisation du temps de travail respecte les 1607 heures légales, sous le format suivant :
 - Semaine organisée en 37 heures donnant droit à 7 jours de récupération
 - La journée de solidarité a donné lieu à la mobilisation d'un jour de récupération (sur les 7 cités ci-dessus, solde de 6 jours RTT)
 - Les agents bénéficient de 6 semaines de congés payés.
- En 2019, l'absentéisme (tout agent et tout type d'arrêt médical confondus) est estimé à 56 000 jours ouvrés, soit l'équivalent de 246 équivalents temps plein (ramenés à 228 jours).
 - La maladie ordinaire représente 46% des jours ouvrés d'arrêt, soit 113 équivalents temps plein.
 - L'absentéisme pourrait donner lieu à un suivi spécifique décliné par service afin de mieux apprécier ses causes, et notamment, d'engager des démarches pour agir sur l'absentéisme « compressible ».





CHARGES GÉNÉRALES : DES ÉVOLUTIONS ERRATIQUES

- Les charges à caractère général sont les plus affectées en 2020
 - Plusieurs dépenses ne sont pas intervenues (alimentation dans les crèches, les écoles, entretien moindre...),
 - Des dépenses ont progressé lié à la mise en place des mesures de protection sanitaire (achats de masques en 2020, zone jaune ci-dessous)
- Les fluides (eau, électricité, combustibles, carburants) restent relativement stables sur la période
 - Les dépenses de carburant liées au Parc Auto représentent un budget de 1M€ environ.



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. % 14-20	EVOL. € 14-20
60228 - Autres fournitures consommables	1 234 581	1 145 556	1 082 680	1 065 875	1 195 191	1 212 821	2 245 558	82%	1 010 977
Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	55 664	0	24 700	60 760	581 590	618 795	131 373	136%	75 709
60611 - Eau et assainissement	867 895	895 565	1 000 163	699 632	691 817	833 051	970 095	12%	102 200
60612 - Énergie - Électricité	3 538 774	4 594 833	3 408 649	3 650 284	3 427 150	3 639 067	3 584 132	1%	45 358
60621 - Combustibles	129 822	77 326	38 070	32 001	27 628	43 289	28 321	-78%	-101 500
60622 - Carburants	1 226 903	1 046 684	982 583	960 012	1 144 969	1 142 384	1 063 857	-13%	-163 045
60628 - Autres fournitures non stockées	421 503	457 221	507 335	504 604	416 309	407 735	404 387	-4%	-17 116
60632 - Fournitures de petit équipement	641 761	599 457	700 230	662 914	801 654	826 328	861 089	34%	219 328
60633 - Fournitures de voirie	153 778	171 196	193 022	84 455	74 873	99 983	99 960	-35%	-53 818



CHARGES GÉNÉRALES : DES ÉVOLUTIONS DE PÉRIMÈTRE

- Les frais externes représentent 11% des dépenses de gestion.
 - Les contrats de prestations de services se composent notamment des achats de repas pour les crèches et les écoles (2,7millions par an, ramenés à 1,7 millions en 2020).

<i>Principaux tiers 611</i>	2016	2017	2018	2019	2020
CATALOGNE NETTOYAGE	70 496	64 302	52 140	22 914	21 372
CEGELEC PERPIGNAN			186 233	330 478	393 015
DALKIA	800 214	666 903	820 099	888 029	941 139
LA ROSERAIE SERVICES	433 063	549 863	499 986	541 652	408 322
REGIE DE PERPIGNAN SUD	189 580	202 906	188 136	193 938	149 700
SM Restauration	2 774 402	2 711 574	2 716 191	2 583 836	1 789 146

- Certaines tâches ont été externalisées, impliquant une hausse de plusieurs postes de dépenses
 - Achats d'heure en crèches
 - Externalisation de l'entretien ménager des bâtiments
 - Une démarche consolidée de la politique d'achats existe au sein de la Ville et est pilotée par la direction dédiée.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL. % 14-20	EVOL. € 14-20
611 - Contrats de prestations de services	4 195 272	4 594 056	4 727 171	4 583 728	4 488 055	4 777 621	3 990 276	-5%	-204 997
6132 - Locations immobilières	596 974	509 469	464 876	468 475	435 703	444 713	367 624	-38%	-229 350
6135 - Locations mobilières	311 065	274 524	430 725	423 947	423 868	418 186	260 593	-16%	-50 472
6156 - Maintenance	1 051 782	1 036 080	975 832	917 057	834 161	883 649	873 196	-17%	-178 586
6161 - Multirisques	784 842	779 913	770 007	780 089	491 154	489 117	483 457	-38%	-301 385
6188 - Autres frais divers	7 387 449	8 770 050	8 785 947	8 417 112	8 022 464	8 570 420	6 406 602	-13%	-980 847
6225 - Indemnités au comptable et aux régisseurs	34 023	33 325	29 692	27 605	11 279	11 117	5 128	-85%	-28 895
6226 - Honoraires	59 695	78 339	74 690	94 783	65 773	84 389	65 353	9%	5 658
6227 - Frais d'actes et de contentieux	167 693	163 249	228 438	180 480	177 123	196 812	211 829	26%	44 135
6238 - Divers	2 207 302	1 856 344	1 839 822	1 831 846	1 971 756	1 805 687	1 683 363	-24%	-523 939
6241 - Transports de biens	32 412	50 204	28 852	10 093	1 743	2 517	1 543	-95%	-30 869
6247 - Transports collectifs	149 013	121 168	126 207	112 903	117 089	86 947	49 962	-66%	-99 051
6282 - Frais de gardiennage (églises, forêts et bois communaux ...)	1 800	379	3 715	11 861	47 627	41 873	76 074	4127%	74 274
6283 - Frais de nettoyage des locaux	277 033	402 477	475 049	608 687	861 790	921 715	973 784	252%	696 751



DES VERSEMENTS IMPORTANTS AUX ORGANISMES EXTERNES

- Sur la période, les versements à des organismes externes :
 - Les participations obligatoires versées aux écoles privées sous contrat représentent 1,3M€ en 2020. La Ville a fixé les montants forfaitaires suivants :
 - 545 € par enfant en élémentaire
 - 1 460 € par enfant en maternelle (compensation existante avant l'école obligatoire dès 3 ans)
 - La contribution budgétaire versée au Syndicat de Restauration (240k€ par an)
 - Auprès du CCAS et de la Caisse des écoles, les subventions versées sont en hausse de 5% et de 7% respectivement.
 - Auprès des régies municipales
 - Des subventions récurrentes sont versées au Palais des Congrès et Parc des Expositions (en compensation du personnel mis à disposition), aux Espaces aquatiques, au Musée Rigaud, au Théâtre de l'Archipel.
 - Des subventions exceptionnelles ont été accordées en 2020 auprès du parking Arago (300k€), du Palais des Congrès et Parc des Expositions (300k€) et les Espaces Aquatiques (200k€).

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOLUTION 14-20 %
6553 - Service d'incendie	5 496 337	5 545 804	0	0	0	0	0	-100%
6558 - Autres contributions obligatoires	1 349 247	1 348 159	1 381 661	1 435 004	1 501 338	1 430 668	1 359 605	1%
657358 - Autres groupements	236 476	240 978	241 918	241 210	243 868	243 750	240 316	2%
657361 - Caisse des écoles	1 012 900	860 900	909 100	906 300	986 000	1 033 800	1 080 000	7%
657362 - CCAS	1 824 774	1 569 800	1 733 924	1 653 948	1 661 304	2 045 975	1 921 328	5%
65737 - Autres établissements publics locaux	760 490	817 974	776 627	724 488	0	1 000	1 000	-100%
65738 - Autres organismes publics	8 696 458	8 042 338	7 696 111	8 053 244	8 315 050	8 235 221	7 227 219	-17%
6574 - Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé	4 268 852	3 954 760	3 911 713	4 260 446	3 892 400	4 205 499	3 849 325	-10%
TOTAL	23 645 533	22 380 712	16 651 054	17 274 640	16 599 960	17 195 913	15 678 792	



UNE AIDE AUX ASSOCIATIONS RELATIVEMENT STABLE

- Sur la période, les subventions en numéraire auprès d'organismes de droit privé représentent environ 3% des dépenses de gestion.
- Cette part est stable sur la période.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Subventions aux associations	4 268 852	3 954 760	3 911 713	4 260 446	3 892 400	4 205 499	3 849 325
<i>% Dépenses de gestion</i>	<i>3%</i>						

- En 2019, 27 organismes ont reçu une subvention supérieure à 23 000 €.

- Les dossiers de subventions sont gérés par le service d'Aides aux associations en lien avec la direction opérationnelle référente.

- Une procédure est formalisée pour la décision d'octroi d'une subvention.

- Une convention type a été formalisée et est déclinée dès lors que le seuil des 23k€ est atteint.

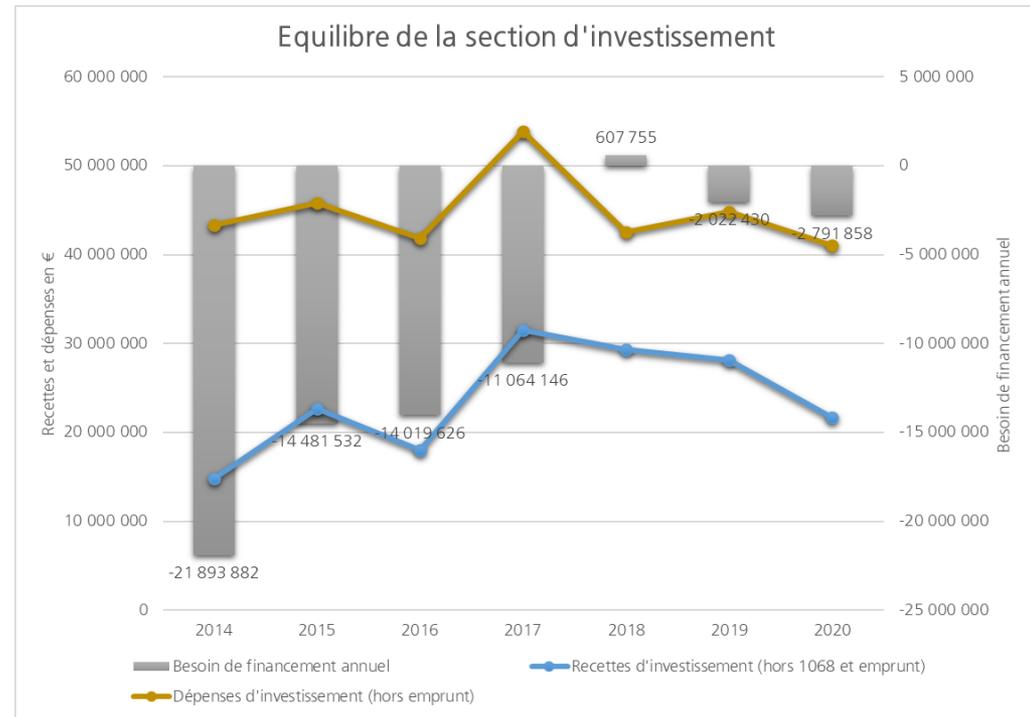
	2016	2017	2018	2019	2020
VISA POUR L IMAGE PERPIGNAN	520 000	610 000	620 000	636 353	664 000
COMITE OEUVRES SOCIALES	699 532	645 608	559 660	567 391	497 707
LA CASA MUSICALE	655 000	590 000	550 000	530 000	530 000
UNION SPORTIVE ARLEQUINS PERPIGNAN ROUSSILLON	291 000	351 000	300 000	300 000	300 000
CINEMATHEQUE INSTITUT JEAN VIGO	282 889	292 000	270 200	280 401	285 029
AUTEUIL PETITE ENFANCE (DSP)	157 710	117 615	112 866	149 318	154 927
OLYMPIA PRODUCTION			120 000	120 000	
SAINT ESTEVE XIII CATALAN	30 000	116 000	30 000	116 000	120 000
OLYMPIQUE CLUB PERPIGNAN	85 000	69 700		80 000	60 000
LA BRESSOLA				60 000	30 000
L ATELIER D URBANISME	46 539	48 015	48 203	51 943	52 945
ASS STRASS	40 000	45 000	75 000	50 000	50 000
FESTIVAL INTERNATIONAL DISQU BANDE DESSINEE	39 000	39 000	39 000	45 000	55 000
PERPIGNAN SAINT ESTEVE MEDITERRANEE	45 000	45 000	45 000	45 000	
CENT INF DROITS FEMME FAMILL CIDFF	57 892	40 331	50 868	43 733	16 600
CENTRE MEDITERRANEEN LITTERA CML	31 500	31 500	35 000	35 000	35 000
BUREAU INFORMATION JEUNESSE BIJ 66	38 500	32 000	32 000	32 000	32 000
CROIX ROUGE FRANCAISE	31 000	31 000	32 000	32 000	32 000
ASSOC PERPIGNAN ROUSSILTENNIS DE TABLE	25 000	27 000	27 000	31 000	34 500
CROIX ROUGE FRANCAISE LAJ	29 000	29 000	31 000	31 000	31 000
SPORTIVE PERPIGNAN MEDITERRA		40 000	30 000	30 000	35 000
UNION PERPIGNAN ATHLE 66	24 000	24 000	28 000	28 000	28 000
FOYER LAIQUE HAUT VERNET RUG	14 000	23 500	23 500	26 000	41 000
UNION SPORTIVE CULTURELLE MO A VENT TENNIS	15 000	15 000	20 000	25 000	28 500
USAP	45 735	85 735	45 735	24 000	
UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE	20 945	21 871	22 976	23 528	23 878

III | ANALYSE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT



UN BESOIN DE FINANCEMENT ESTIMÉ À 64M€

- L'épargne nette a permis de couvrir le remboursement du capital chaque année et d'autofinancer partiellement la section d'investissement.
- Le **besoin de financement cumulé** sur la période s'établit à 64 millions (en retraitant les produits de cessions de 11 millions, il s'améliore d'autant en les réinjectant dans le calcul des épargnes).
 - Afin de financer ce besoin, la Ville a mobilisé l'emprunt à hauteur de 103 millions d'euros cumulés sur la période.
- La Ville étant contrainte en trésorerie en début de période, le recours à l'emprunt était requis.



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
EPARGNE NETTE	6 608 019	8 633 551	9 883 404	11 271 040	13 747 477	14 602 558	16 639 541
RECETTES D'INVESTISSEMENT	14 865 328	22 699 214	17 990 466	31 521 784	29 386 539	28 168 070	21 655 327
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	43 367 228	45 814 298	41 893 496	53 856 970	42 526 261	44 793 058	41 086 726
BESOIN DE FINANCEMENT DE L'ANNÉE	-21 893 882	-14 481 532	-14 019 626	-11 064 146	607 755	-2 022 430	-2 791 858
<i>Emprunt nouveau</i>	18 390 839	20 962 072	15 611 428	14 651 791	11 453 474	10 164 687	11 760 313
RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'ANNÉE (HORS REPORT)	-3 503 043	6 480 540	1 591 802	3 587 645	12 061 229	8 142 257	8 968 455



UN TAUX DE COUVERTURE DES INVESTISSEMENTS PAR LES SUBVENTIONS MOYEN ESTIMÉ À 20%

- La Ville a perçu 155 millions d'euros de recettes en section d'investissement sur la période pour une dépense cumulée (hors remboursement de dette et refinancement) de 302 millions d'euros.
 - Le volume des comptes de tiers augmente fortement suite à la mise en place de la convention de gestion avec la CU.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	CUMUL
RECETTES DE FINANCEMENT	14 865 328	14 511 436	17 990 466	28 021 784	29 386 539	28 168 070	21 655 327	154 598 949
Subventions reçues	5 222 114	6 530 081	6 139 728	8 760 509	6 174 375	4 491 255	5 973 463	43 291 526
FCTVA (hors plan de relance)	7 356 305	5 354 547	5 244 820	5 099 294	5 225 493	3 545 976	3 329 369	35 155 803
Autres dotations (hors 1068)	1 068 625	900 386	1 516 412	744 631	103 175	1 253 499	702 431	6 289 158
Autres	394 302	810 291	198 513	2 775 745	3 224 302	1 668 349	255 269	9 326 772
Comptes de tiers	823 982	916 131	4 890 993	10 641 604	14 659 194	17 208 991	11 394 795	60 535 690
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	43 367 228	42 064 298	39 674 607	48 138 081	42 526 261	44 793 058	41 086 726	301 650 258
Immobilisations incorporelles	1 317 357	2 164 394	1 107 933	1 208 387	751 243	1 218 046	1 195 297	211 657 309
Immobilisations corporelles	34 361 218	33 898 818	30 257 797	33 381 151	23 245 098	22 395 421	25 155 150	
Subventions versées	6 792 177	4 793 555	3 419 774	2 857 001	3 835 972	3 772 604	3 257 872	28 728 955
Autres	36 359	291 400	34 246	49 938	34 754	197 995	83 612	728 305
Comptes de tiers	860 118	916 131	4 854 857	10 641 604	14 659 194	17 208 991	11 394 795	60 535 690
SOLDE DE FINANCEMENT	-28 501 901	-27 552 862	-21 684 141	-20 116 297	-13 139 722	-16 624 988	-19 431 399	-147 051 309
Taux de couverture des immobilisations par les subventions	15%	18%	20%	25%	26%	19%	23%	20%

- Ont été neutralisés ci-dessus :
 - Le dispositif de refinancement du prêt risqué
 - Le dispositif plan de relance FCTVA



UNE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE D'INVESTISSEMENT FORMALISÉE PAR QUARTIER

- La Ville dispose d'une programmation pluriannuelle d'investissement. Le niveau de dépenses programmées (hors RAR) est supérieur aux rythmes d'exécution constatés dans les derniers comptes administratifs.
 - Elle est mise à jour plusieurs fois par an en lien avec les directions opérationnelles.
 - La Ville n'a pas recours aux AP/CP.

Synthèse au 22/12/20 (crédits 2020) - Prépa BP 2021 & Echancier PPA 2022 - 2026

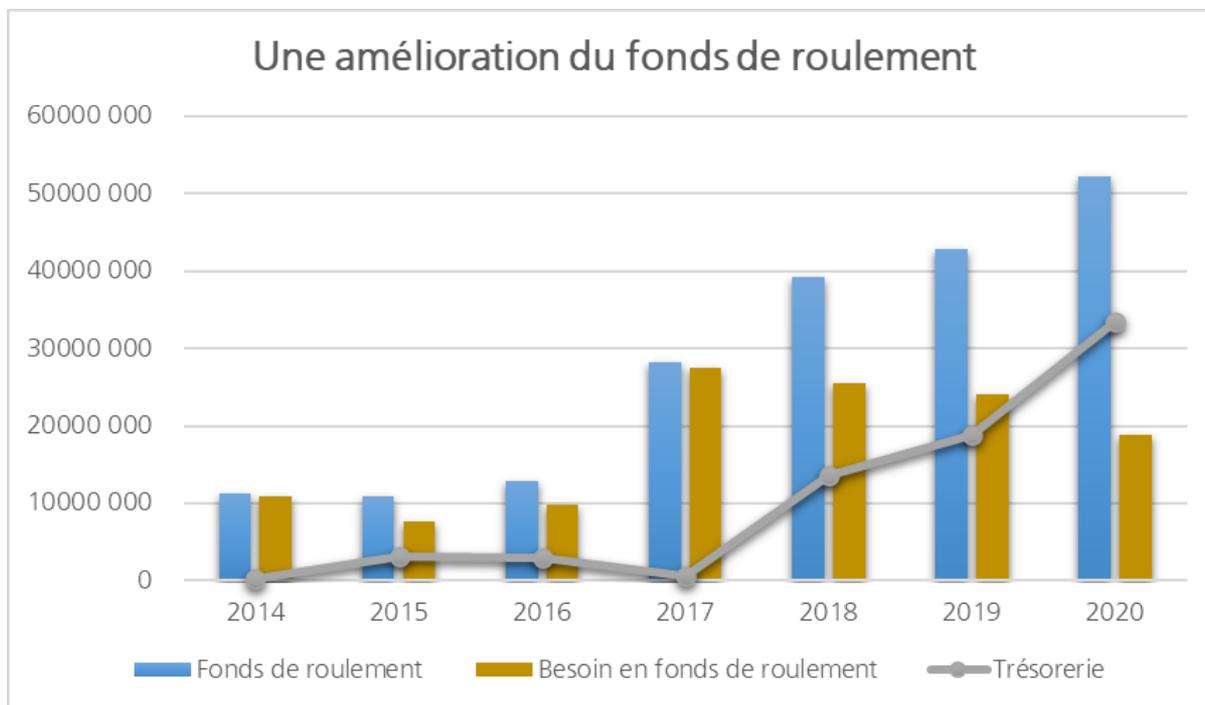
Localisation (Lib long)	2021	DM 2021	2022	2023	2024	2025	2026
CENTRE VILLE	23 988 107,00	1 137 000,00	18 280 107,00	18 030 107,00	11 180 107,00	7 080 107,00	4 680 107,00
QUARTIER EST	3 730 000,00	100 000,00	7 250 000,00	7 100 000,00	4 200 000,00	2 200 000,00	900 000,00
QUARTIER NORD	6 770 000,00	800 000,00	8 680 000,00	7 220 000,00	5 290 000,00	4 501 000,00	4 350 000,00
QUARTIER OUEST	5 700 000,00	0,00	6 685 000,00	3 535 000,00	3 550 000,00	2 550 000,00	550 000,00
QUARTIER SUD	8 492 393,00	0,00	7 960 000,00	11 400 000,00	12 305 000,00	3 645 000,00	830 000,00
TOUS QUARTIERS	16 319 500,00	700 000,00	16 757 500,00	15 994 500,00	17 104 500,00	17 754 500,00	23 299 500,00
Somme :	65 000 000,00	2 737 000,00	65 612 607,00	63 279 607,00	53 629 607,00	37 730 607,00	34 609 607,00

IV | ANALYSE DES RISQUES



UNE AMÉLIORATION DU FONDS DE ROULEMENT

- Le fonds de roulement (correspond aux ressources stables, dettes long terme inclus, auxquels est déduit l'actif immobilisé net) s'est amélioré sur la période, alimenté par les résultats excédentaires de la section de fonctionnement et par le recours à l'emprunt.
 - Cette **évolution a permis d'augmenter le niveau de la trésorerie**, parfois très faible sur la rétrospective entre 2014 et 2017.
- Le besoin en fonds de roulement est en hausse sur la période (traduisant la présence de créances supérieures aux dettes court terme de la Ville).
 - Les créances sont, pour l'essentiel, composées de subventions à percevoir dans le cadre de projets d'investissement.





UN ENDETTEMENT EN RECUL SUR LA PÉRIODE

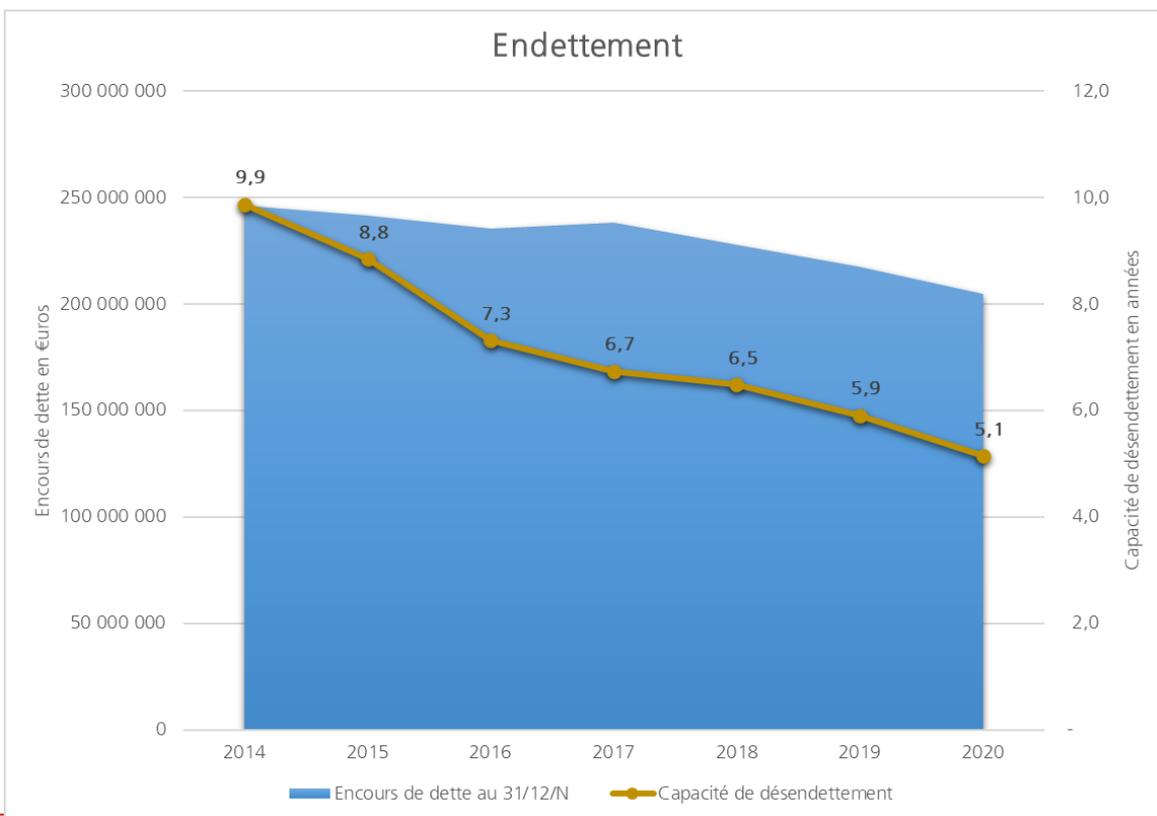
- Au niveau du budget principal, l'endettement a diminué sur la période en raison d'un **double effet** :
 - **La diminution de l'encours de dette**
 - **L'amélioration de l'épargne brute utilisée**
- Les budgets annexes rattachés à la Ville ne présentent pas de dette conséquente :
 - La dette du budget Arsenal sera réintégrée au budget principal en 2021.
 - L'emprunt du parking Arago arrive à échéance en 2021.
- La Ville a souscrit 102M€ d'emprunt et remboursé 140M€ sur la période.

- La capacité de désendettement est en deçà de 10 ans sur la période et diminue au fil des années.

Encours de dette / épargne brute

- *Ce ratio s'exprime en année. Il permet d'évaluer le nombre d'années nécessaires au remboursement de l'encours de dette, toutes choses égales par ailleurs.*

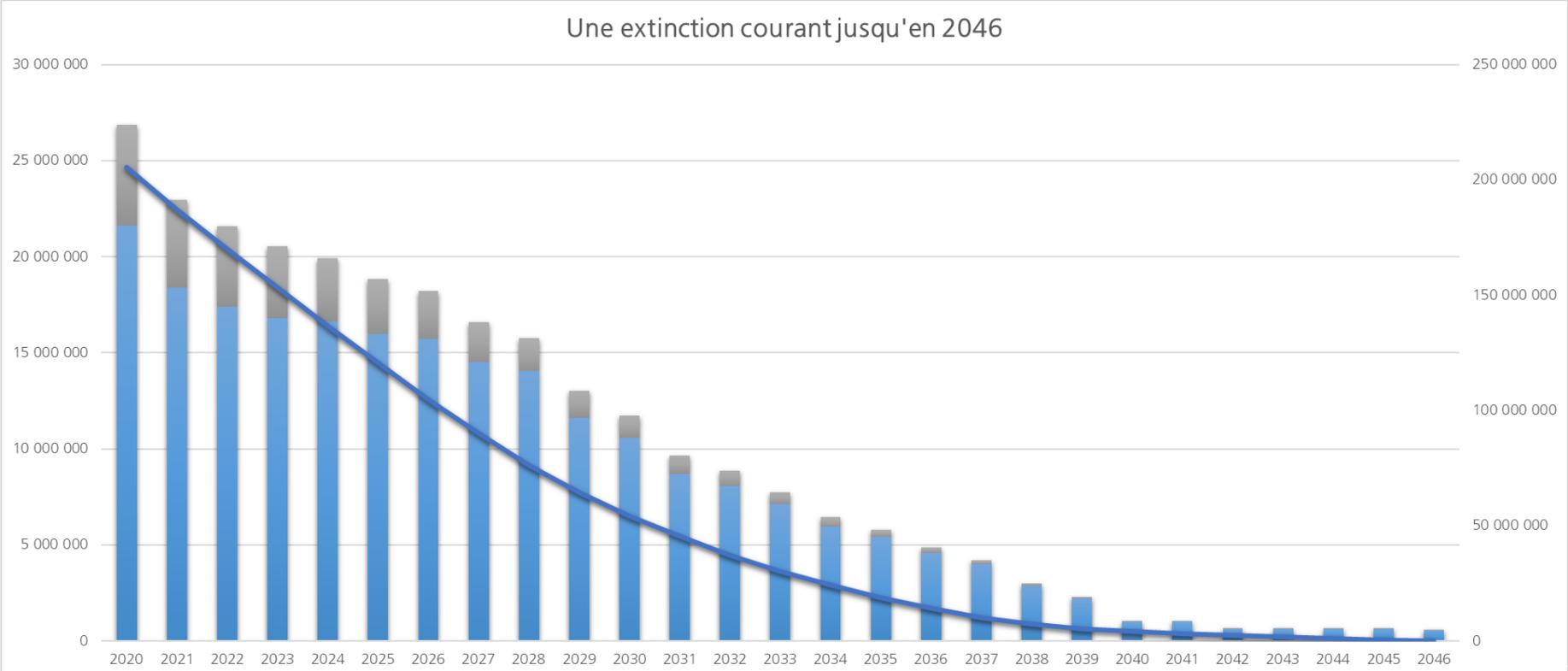
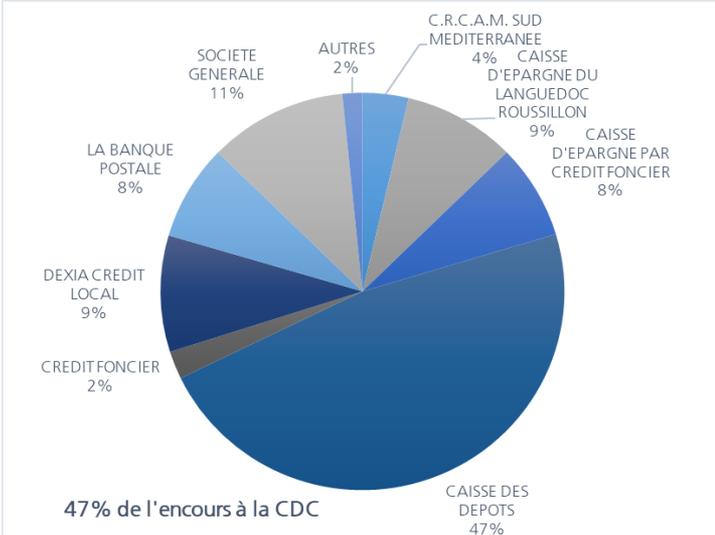
CAPACITÉ DE
DÉSENDETTEMENT





UNE DETTE PEU RISQUÉE

- A fin 2019, sur 114 emprunts, 3 sont classés en B1 au sein de la charte GISSLER (les autres en A1), représentant un encours de 6M€ (3% de l'encours).
 - Le taux moyen pondéré s'établit à 2,48%.
 - La Ville perçoit chaque année une annuité dans le cadre du fonds de soutien mis en place pour le prêt Helvetix.





AUTRES RISQUES : ENGAGEMENTS HORS-BILAN

- **DETTE GARANTIE**

- La dette que la Ville a garanti a été octroyée auprès d'opérations de logement social en grande partie.
- La Ville s'est portée garante pour des prêts des régies autonomes :
 - Palais des Congrès et du Parc des Expositions
 - Centres Aquatiques
 - Groupement de Coopération sanitaire Pôle Santé du Roussillon
 - *Capital garanti restant dû à fin 2019 pour ces 3 organismes : 5 648 785€*
- Seul un organisme mériterait un suivi plus rapproché (SCI Les Dames de Catalogne), l'encours garanti reste néanmoins faible (capital restant dû à fin 2019 : 320 368€)

- **POLITIQUE DE PROVISIONNEMENT & RISQUES DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES**

- La Ville a mis en place des provisions à compter de 2020 (elles impactent le résultat de fonctionnement pour 225 000€).
 - À 100% les créances portant sur des personnes morales en redressement ou liquidation judiciaire et de personnes en situation de surendettement
 - et en appliquant un taux dégressif suivant l'ancienneté des autres dettes conformément à la méthode approuvée en conseil municipal et préconisée pour la certification des comptes
- Les créances portant sur des personnes morales de droit privé et de personnes physiques s'établissent à 2 901 411 € (édition de février 2021).



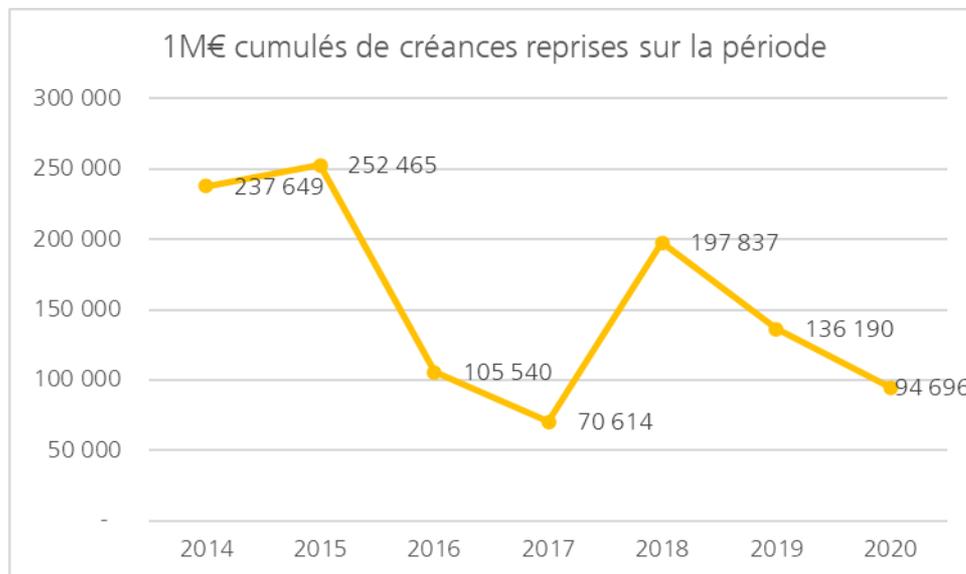
SATELLITES PRIVÉS & CONTRÔLE

- Au-delà des aides aux associations, la Ville est titulaire de plusieurs contrats de concessions :
 - Multi-accueil Lakanal (délégataire Auteuil petite enfance)
 - Fourrière (Prodeco)
 - Stationnement sur voirie (Indigo)
 - Parkings en ouvrage (Q-Park)
 - Crématorium (SEM Crématiste catalane)
 - La Ville détient des parts au capital de la SEM pour un montant de 213 600 €
 - Foire (Groupement des Antiquaires et brocanteurs du Roussillon)
- La Ville a transféré, à l'établissement public de coopération culturelle du Théâtre de L'Archipel, le contrat de partenariat public-privé.
 - Elle verse chaque année l'annuité correspondante (prévue au sein de la PPI)
- Un contrôle des satellites (association, concession) est assuré par la direction de l'Optimisation de la Ressource, du Conseil en Gestion et Aide aux Associations.
 - Grille d'analyse et de cotation des risques liés à la politique de soutien aux associations
 - Préparation des commissions consultatives des services publics locaux



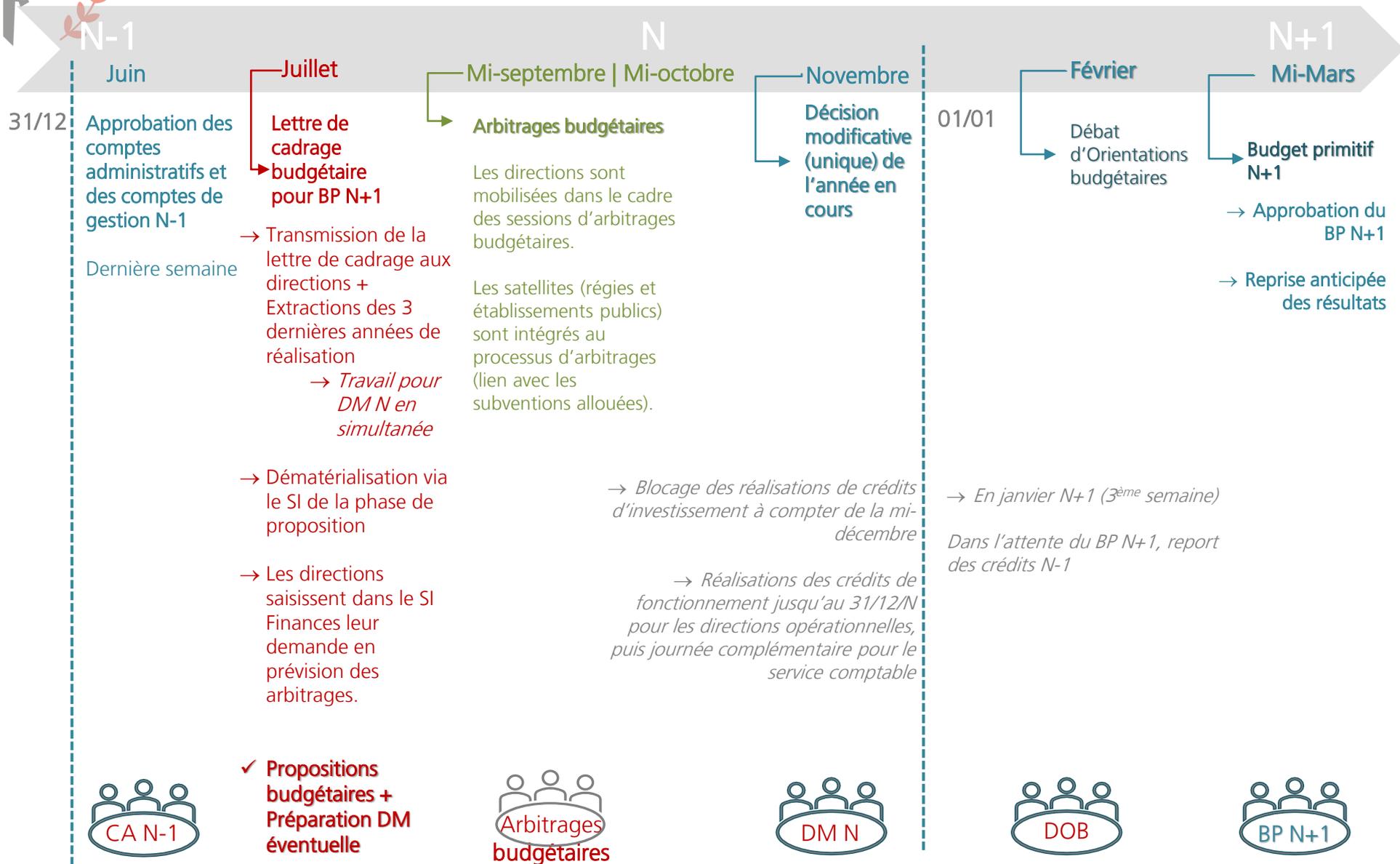
FIABILITÉ & SINCÉRITÉ DES COMPTES

- **Le taux d'exécution du budget 2019 (budget principal) est satisfaisant :**
 - En section de fonctionnement
 - En recettes, 108% d'exécution
 - En dépenses, 94% d'exécution
 - En section de l'investissement
 - En recettes, 88%
 - En dépenses, 82%
 - Ce constat traduit la sincérité des prévisions budgétaires.
- La Ville réalise chaque plusieurs écritures pour annuler des créances éteintes, irrécouvrables.



V | ORGANISATION DE LA FONCTION FINANCIÈRE

PRÉPARATION BUDGÉTAIRE





ORGANISATION DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE : UNE DÉCONCENTRATION PARTIELLE

- EXÉCUTION BUDGÉTAIRE : PROCÉDURE
 - Les directions opérationnelles sont autonomes concernant le suivi de l'exécution budgétaire.
 - Chaque direction pilote les crédits de fonctionnement lui étant alloués.
 - Les crédits d'investissement sont suivis par les directions assurant le suivi des travaux (notamment la direction générale adjointe Projet de Territoire et Équipements Structurants et à la direction des sports)
 - Le budget est subdivisé en plusieurs centres de responsabilités (CDR).
 - Le **CDR est le niveau d'arbitrages de crédits budgétaires**, permettant ainsi une certaine fongibilité « interne » entre article comptable et dans la limite du chapitre.
 - Les **besoins de transfert de crédits entre CDR sont gérés par la direction des finances**, après remontée d'information par les directions opérationnelles.
- CHAÎNE COMPTABLE
 - La dématérialisation est effective à 100% des factures, dont environ 80% transitant via CHORUS PRO.
 - En dehors de la paie et de la dette (générés par les logiciels métiers), la **validation** de l'engagement comptable est centralisé à la direction des finances afin de garantir sa qualité et sa complétude.
 - L'engagement et le mandatement sont effectués par les directions opérationnelles. La direction des finances sécurise en amont via la validation de l'engagement.
 - La gestion des recettes est centralisée à la direction des finances.



FOCUS SUR QUELQUES OUTILS FINANCIERS

- La Ville a changé de **système d'information budgétaire et comptable** depuis 2016 (logiciel ASTRE).
 - La comptabilité de la Ville était auparavant gérée sous un outil développé en interne dont le paramétrage était assuré par un effectif restreint d'agents, rendant incertaine la pérennité de la maîtrise de l'outil.
- **Finance Active**
 - La Ville suit sa dette.
 - Une étude des renégociations possibles a déjà été réalisée sans perspective concluante.
- **Prospective REGARDS**
 - La Ville dispose d'un outil de prospective financière intégrant une rétrospective depuis 1994 ainsi qu'une prospective à horizon 2026.
 - La formalisation de la prospective au sein du logiciel n'intègre pas la programmation pluriannuelle d'investissement, mais pose des enveloppes annuelles constantes et des hypothèses de financement théoriques.
- Le **suivi de la masse salariale** est réalisé de façon mensuelle afin de prévenir tout dérapage par rapport aux prévisions.
 - Au 5 du mois un état de suivi est transmis aux directions opérationnelles et en direction générale
 - Il fait état des entrées et des sorties de personnel et de la masse salariale consommée.

CONCLUSION | RÉTROSPECTIVE



UNE AMÉLIORATION DES ÉQUILIBRES À PRÉSERVER

- Les **équilibres financiers de la Ville se sont améliorés** sur la période, avec un taux d'épargne brute évoluant de 13% en 2014 à 21% en 2020.
- Cette amélioration repose :
 - sur la **dynamique de certaines recettes** ayant permis de compenser l'impact important de la baisse de la DGF,
 - sur des **moindres dépenses, notamment liées au recul de la masse salariale**, ayant permis de tenir les taux d'évolution du contrat de Cahors.
- La période est également par **des évolutions dans la répartition des financements et des charges**, en lien avec la Communauté urbaine.
 - La mise en place de la convention de gestion lors de la transformation en Communauté urbaine a généré une recette de fonctionnement d'environ 15 millions d'euros (décorrélée de la diminution de l'attribution de compensation) afin de compenser les charges toujours assumées par la Ville.
 - Malgré l'écrêtement appliqué par la CU, le delta a joué en faveur de la Ville.
- La Ville a reconstitué un solde global disponible conséquent, notamment un excédent de fonctionnement, permettant d'envisager un moindre recours à l'endettement.
- Le budget 2021 est impacté par des évolutions structurelles liées à des orientations stratégiques impactant le niveau de dépenses de fonctionnement (renforcement des effectifs de la police municipale, aides exceptionnelles) mais aussi des recettes en baisse (redevance de stationnement).



MERCI DE VOTRE ATTENTION

Contacts

Pierre-Vincent Guéret
Directeur associé

Pauline Landry-Temporel
Directrice de mission
06 42 62 55 23

SPQR
33 rue François Garcin– 69003 Lyon
SIRET 810 353 607 00031

www.spqr-conseil.fr